

## Question 1

### Exercice 1

Respirer / se déplacer / étanchent leur soif / se distraire / se soigner.

### Exercice 2

Boire / Se vêtir / Se nourrir / Se déplacer / Se loger / Se divertir

### Exercice 3

Besoins / production / service / rares / travail / capital / rareté/ choix / produits / libres

### Exercice 4

V/V/F/V/V/F/F/F

**Question 2**

**Exercice 1**

V / F / V / V / V / V / V / V / V / V

**Exercice 2**

La 8<sup>ème</sup> cigarette consommée correspond à une utilité évaluée à 45.

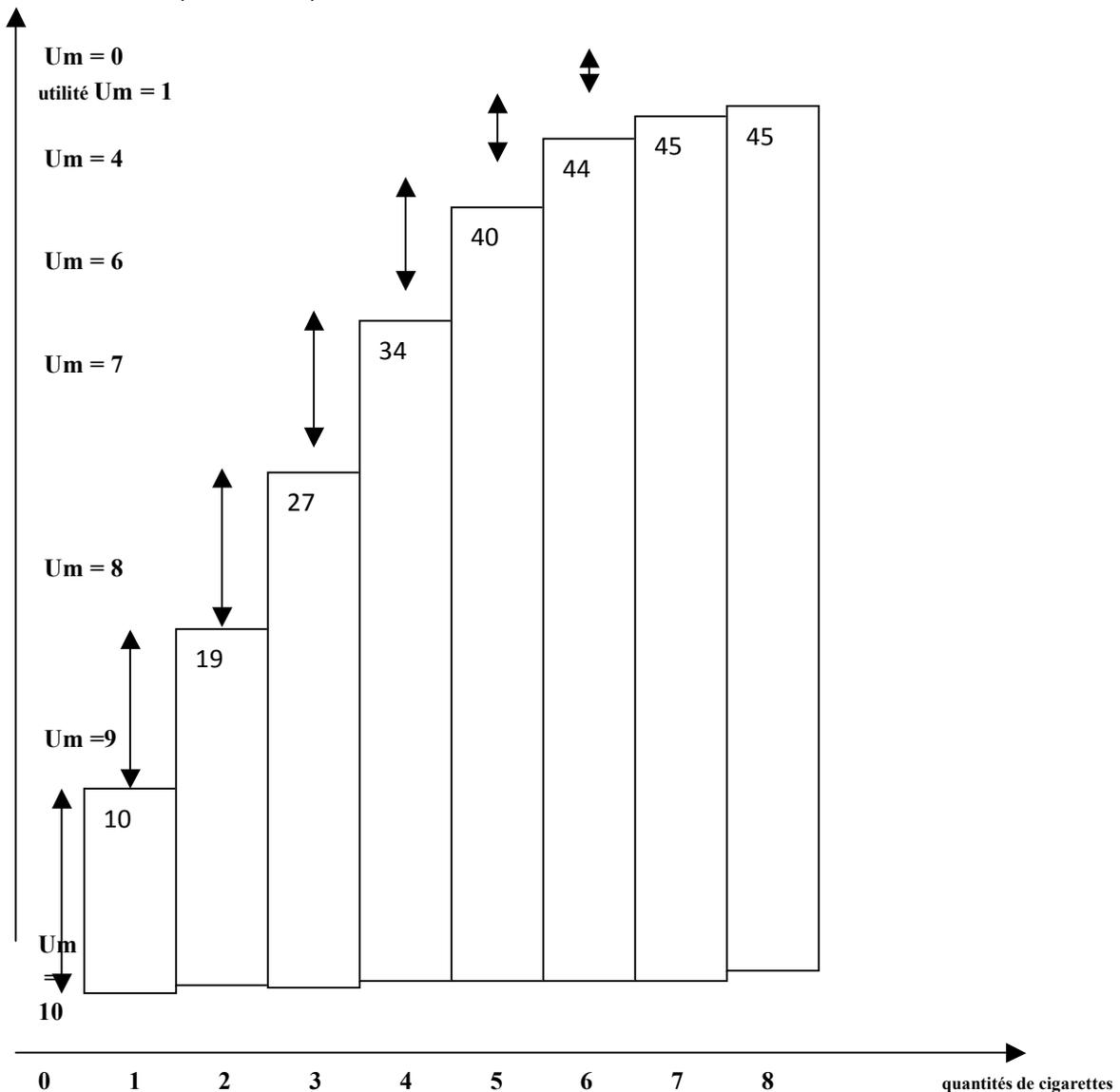
27 / 34 / 7.

10 / 9 / 8 / 7 / 6 / 4 / 1 / 0.

Lorsque le consommateur-fumeur fume une 5<sup>ème</sup> cigarette, la satisfaction supplémentaire générée par cette 5<sup>ème</sup> cigarette (par rapport à la 4<sup>ème</sup>) est de 6.

Au fur et à mesure que les besoins sont assouvis, la satisfaction (l'utilité) diminue.

La 8<sup>ème</sup> cigarette consommée ne procure plus de satisfaction du tout puisque l'utilité marginale est nulle ( $45 - 45 = 0$ ).



Pour un niveau de consommation de 6 cigarettes par jour, la somme des utilités marginales est de :  $10 + 9 + 8 + 7 + 6 + 4 = 44$

### Exercice 3

Les points de la droite A, B, C, D, E, F représentent tous les points 'efficients'. La courbe est 'efficiente' car toute amélioration de l'un des éléments du système s'accompagne inévitablement de la détérioration au moins d'un autre ; on voit ainsi que l'augmentation de la production de téléviseurs lcd par le passage de la combinaison B à la combinaison C entraîne une diminution de la production de téléviseurs plasma.

Le point U (100 / 200) correspond à une sous utilisation des facteurs de production : l'entreprise pourrait produire beaucoup plus de téléviseurs lcd et de téléviseurs plasma avec ses ressources ; par exemple : 100 téléviseurs lcd et 400 téléviseurs plasma. Le point U se situe dans la zone (inférieure à la droite) des niveaux de productions réalisables. Il y a gaspillage et mauvaise allocation des ressources. Le point Z (200 ; 400) se situe au-delà des zones de possibilités de production (supérieur à la droite) ; Il correspond à une combinaison de produits techniquement inaccessible pour l'économie en l'absence de nouvelles ressources ou de progrès technique.

Lorsque la production de ces deux produits passe de la situation A à la situation B, on peut faire apparaître la notion de coût d'opportunité : Le coût d'opportunité d'un produit est l'alternative qui doit être abandonnée pour produire ce produit ; le coût d'opportunité d'une unité d'un téléviseur lcd est la quantité de téléviseur plasma qu'il faut cesser de produire pour pouvoir produire cette unité supplémentaire d'écran lcd. Le fait de devoir renoncer à un certain niveau de consommation d'écran plasma pour consommer davantage d'écran lcd correspond au coût économique d'une consommation accrue d'écran lcd.

## Question 3

### Exercice 1

Les consommations intermédiaires de l'entreprise Pantal : le lin pour 20 000 euros, celles de l'entreprise HQlin : les graines pour 1000 euros et les teintures pour 1000 euros

La valeur de la production de l'entreprise Pantal est de 100 000 euros, celle de l'entreprise HQlin est de 20 000 euros.

Le lin est comptabilisé. une première fois par l'entreprise qui l'a produit (HQlin) et une seconde fois par l'entreprise qui l'utilise (Pantal).

Double emploi ; valeur ; valeur ajoutée ; le chiffre d'affaires ; les consommations intermédiaires ; PIB ; valeur ajoutée.

### Exercice 2

Les unités sont en milliards d'euro

En 2012 le PIB de la France en volume aux prix 2005 est de 1808,8 milliards d'euro selon l'INSEE.

Pour mesurer la hausse des quantités produites les économistes préfèrent la mesure en volume.

Le taux d'inflation entre 2005 et 2012 est de 12,28 %. Le taux d'inflation entre 2006 et 2012 est de 9,97 %.

| En milliards d'euro | 2006    | 2009    | 2010    | 2012    |
|---------------------|---------|---------|---------|---------|
| PIB en valeur       | 1797,36 | 1885,49 | 1935,67 | 2030,92 |

Taux de variation du PIB en valeur entre 2006 et 2012 : 12,99 %

Taux de variation du PIB en volume entre 2006 et 2012 : 2,74 %

### Exercice 3

Le PIB par habitant en PPA est 9% plus élevé en France qu'au sein de l'UE à 28 en 2012 selon Eurostat.

Le PIB par habitant en PPA est 29 % plus élevé en Irlande qu'au sein de l'UE à 28 selon Eurostat en 2012.

Le PIB par habitant en PPA est 24 % plus faible au Portugal qu'au sein de l'UE à 28 selon Eurostat en 2012.

Le Luxembourg est le pays qui a le niveau de vie le plus élevé par rapport à l'UE (163 % plus élevé), la Roumanie, le plus faible (50% plus faible).

### Exercice 4

Les unités sont en milliards d'euro

En 2012 la valeur ajoutée réalisée dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche est de 31,4 milliards d'euro constants 2005.

La différence constatée entre les valeurs en euros constants et les valeurs en euros courants s'explique par les variations de prix. La valeur de la construction en euro courant intègre les variations de prix et de quantité tandis que les valeurs en euro constant n'intègre que la hausse des quantités.

### Exercice 5

En 2012 la valeur ajoutée réalisée par les sociétés non financières s'élève à 1018,3 milliards d'euros.

En 2012, le secteur institutionnel qui réalise la valeur ajoutée la plus importante est le secteur des sociétés non financières.

| %   | 2003 | 2012 |
|---|------|------|
| Sociétés non financières                        | 56,3 | 55,9 |
| Sociétés financières                            | 4,9  | 5,1  |
| Administrations publiques                       | 17,9 | 18,3 |
| Ménages y compris les entreprises individuelles | 19,7 | 19,0 |
| ISBLSM  | 1,2  | 1,7  |
| Total   | 100  | 100  |

La part de la valeur ajoutée réalisée par les sociétés financières et les sociétés non financières augmentent de 2003 à 2012 respectivement de 0,2 et 1,6 points de pourcentage. On constate aussi une légère augmentation

de la part de la valeur ajoutée réalisée par les administrations publiques (0,4 point) et de celle réalisée par les ISBLSM (0,5 point). En revanche la part de la valeur ajoutée réalisée par les ménages y.c. les entrepreneurs individuels diminue de 0,7 point de pourcentage.

### **Vers le bac**

- Le PIB, indicateur de richesse

Le PIB permet les comparaisons internationales : Mode de calcul du PIB en valeur et en volume.

Document 1

Le PIB permet de déterminer la croissance économique et le niveau de vie. Document 2

- Mais le PIB est un indicateur contesté

Toutes les activités ne sont pas prises en compte dans le PIB, notamment l'économie informelle

Le PIB ne prend pas en compte les externalités : probl.me de la consommation de tabac (doc2) et de l'érosion de la biodiversité (doc3)

## Question 4

### Exercice 1

En 2012 d'après l'INSEE, la valeur ajoutée réalisée par les sociétés non financières en France s'élève à 1018,3 milliards d'euros courants.

La valeur ajoutée à prix courants signifie que la valeur ajoutée n'est pas déflatée, la hausse des prix n'est pas supprimée.

Les salariés perçoivent la rémunération des salariés, les sociétés non financières perçoivent l'excédent brut d'exploitation et l'Etat perçoit les impôts liés à la production.

EBE = profit dans le langage courant

Les dividendes représentent la partie de l'EBE versée aux actionnaires et l'épargne, la partie gardée par l'entreprise.

EBE est utilisé pour payer les impôts sur les sociétés, pour verser les dividendes aux actionnaires, pour payer les intérêts aux banques, le reste c'est-à-dire l'épargne est soit investie, soit placée.

### Exercice 2

Les deux composantes essentielles de la valeur ajoutée sont la rémunération des salariés (1069,1 milliards d'euros courants) et l'excédent brut d'exploitation (536,3 milliards d'euros courants).

En 2012 la valeur ajoutée équivaut à 1793,8 milliards d'euros courants selon l'INSEE.

|   | 2012 (en milliards d'euros courants) |
|---|--------------------------------------|
| VA  | 1793,8                               |
| Rémunération des salariés                       | 1069,1                               |
| Salaires et traitements bruts                   | 782,1                                |
| Cotisations sociales à la charge des employeurs | 287,0                                |
| Impôt sur la production                         | 89,7                                 |
| Subvention d'exploitation                       | -23,3                                |
| Excédent brut d'exploitation                    | 536,3                                |
| Revenu mixte brut                               | 122                                  |

Le taux de marge est de 29,9 % de la VA.

La part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée de 59,6%.

### Exercice 3

En 1980 la part des profits dans la valeur ajoutée représentée 24.5 % (document 4 du dossier documentaire) de la valeur ajoutée en France. En 2007 elle représente 31.3 % de la valeur ajoutée.

Les avantages d'une augmentation du taux de marge des entreprises : Plus de possibilité d'autofinancer l'investissement, distribution de plus de dividendes aux actionnaires pour avoir un actionariat stable. Les inconvénients : baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée donc un effet négatif sur la consommation et la demande. Une baisse possible de l'investissement des entreprises.

#### Vers le bac

- La répartition primaire des revenus : les revenus sont pour l'essentiel issus de la participation des agents à l'activité productive

a) Les revenus du travail Document 2 du dossier documentaire : la part des salaires dans la valeur ajoutée.

b) Les revenus du capital Document 1 : désaccord sur le partage de l'excédent brut d'exploitation.

- La répartition secondaire des revenus : Les effets de la redistribution.

a) La redistribution horizontale a pour but de protéger les ménages contre les risques sociaux.

Document 3

b) La redistribution secondaire a pour but de réduire les inégalités.

## Question 5

### Exercice 1

| Ressources / Dépenses     | Sociétés non financières             | Sociétés financières | Administrations publiques | Ménages                              |
|---------------------------|--------------------------------------|----------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| Sociétés non financières  |                                      | Prêts                | Impôts et cotisations     | Recettes des ventes                  |
| Sociétés financières      | Intérêts                             |                      | Prêts                     | Prêts                                |
| Administrations publiques | Production de services non marchands | Intérêts             |                           | Production de services non marchands |
| Ménages                   | Achat de biens et de services        | Intérêts             | Impôts et cotisations     |                                      |

### Exercice 2

Sociétés non financières → Reste du monde : exportations de biens et de services non financiers  
 Reste du monde → Sociétés non financières : paiement des achats de biens et de services non financiers

Ménages → Sociétés non financières : paiement des achats de biens et de services non financiers  
 Sociétés non financières → Ménages : salaires

Ménages → Sociétés financières : épargne  
 Sociétés financières → Ménages : intérêts  
 Sociétés financières → Ménages : salaires

Ménages → Administrations publiques : paiement de l'impôt  
 Administrations publiques → Ménages : prestations sociales  
 Administrations publiques → Ménages : traitements versés aux fonctionnaires

Sociétés non financières → Administrations publiques : paiement de l'impôt  
 Administrations publiques → Sociétés non financières : subventions

### Exercice 3

Le commerce français de marchandises dégageait un solde excédentaire de près de 4 milliards d'euros en juillet 2010

Même s'il restait excédentaire, le solde excédentaire du commerce extérieur a connu de fortes fluctuations pouvant passer de + 4 milliards d'euros à seulement + 1 milliard d'euros s'est amenuisé depuis

### Vers le bac

Le sujet porte principalement sur les ménages. Leur fonction principale est de consommer alors que celle des autres est de produire. Toutefois, les ménages ne sont pas les seuls à contribuer à la création de richesse.

Un facteur déterminant pourrait qualifier de facteur principal ou essentiel.

La consommation des ménages induit la création de richesses dans le sens où elle constitue une demande, un « débouché » à la production qui devra être réalisée pour la satisfaire.

Plan choisi pour traiter le sujet : quatrième proposition.

## Question 6

### Exercice 1

Le type d'activité / le chiffre d'affaires / le résultat net / la part du CA réalisée à l'étranger / la taille du groupe en effectifs salariés.

En 2009, le groupe français total a réalisé un bénéfice de 8 447 000 K€ et réalisé un CA à l'étranger de 73%

Le résultat net est ce qui est obtenu une fois les charges déduites de recettes; Le chiffre d'affaires est l'ensemble des recettes issues des produits vendus.

Si les recettes sont supérieures aux charges, il y a bénéfice net ; si les charges sont supérieures aux recettes, il y a perte nette ; le chiffre d'affaire est la multiplication entre le prix de vente unitaire et les quantités produites.

La productivité = chiffre d'affaires / effectifs

### Exercice 2

Energie / plastique / tôle de fer ; Ils augmentent avec la production ; ils sont donc variables.

$100 \times 1365\text{€} = 136500\text{€}$  ; elle ne varie pas avec la production ; c'est un coût fixe.

Coût total =  $30\ 000 + 20\ 000 + 10\ 000 + 136\ 500 = 196\ 500\text{€}$

Coût total = coût variable + coût fixe

Une unité coûte, en moyenne :  $196\ 500 / 3930 = 50\text{€}$  ; c'est le coût moyen

Coût moyen = coût total / quantités produites

Lorsque le chef d'entreprise continue de produire 3930 unités, il bénéficie de 25% de réduction de frais de main d'œuvre soit :  $25\% \times 136\ 500 = 34\ 125\text{€}$  ; il paye toujours les consommations intermédiaires pour 3930 unités et 150 000 de remboursement d'emprunt... ; le coût moyen est donc de :  $(102\ 375 + 60\ 000 + 150\ 000) / 3930 = 79,48\text{€}$

Lorsque la production double : les consommations intermédiaires doublent et passent à 120 000 € ; le coût total passe à  $150\ 000 + 120\ 000 + 102\ 375 = 372\ 375\text{€}$  ; le coût moyen passe à :  $372\ 375\text{€} / 7860 = 47,37\text{€}$

Lorsque la machine est pleinement utilisée la production est multipliée par  $16\ 650 / 3930 = 4,24$  donc les consommations intermédiaires sont aussi multipliées par 4,24 et passent à (environ) 254400 € ; le coût total passe à  $150\ 000 + 254\ 400 + 102\ 375 = 506\ 775\text{€}$  ; le coût moyen passe à :  $506\ 775\text{€} / 16650 = 30,43\text{€}$

Plus le taux d'utilisation des capacités de production augmente et plus le coût moyen diminue ; il est au minimum lorsque les capacités de production sont utilisées au maximum.

Facteurs / capital / travail / total / moyen / quantités / capacités / diminue / économies d'échelle / vit / , minimum / chère/ augmenter/ dés économies d'échelle.

## Question 7

### Exercice 1

| Situations proposées  | Marché fictif | Marché réel |
|---|---------------|-------------|
| Acheter un kilo de pommes sur le marché du lundi matin dans une petite ville du Nord de la France                             |               | X           |
| Vendre un tee-shirt sur e-bay   | X             |             |
| Acheter une action de l'entreprise Eurotunnel   | X             |             |
| Proposer ses compétences lors d'une séance de speed dating organisée par une Chambre de commerce dans une salle de spectacles |               | X           |
| Acheter un ordinateur sur un site de ventes privées   | X             |             |

|   |  |   |
|---|--|---|
| Acheter un ordinateur dans un magasin spécialisé dans la vente de matériels informatiques |  | X |
|---|--|---|

**Exercice 2**

| Situations proposées  | Offreur | Demandeur |
|---|---------|-----------|
| Acquérir un téléphone portable en payant un prix de 120 euros |         | X         |
| Vendre sa force de travail à une entreprise                   | X       |           |
| Acheter des actions de l'entreprise Total                     |         | X         |
| Vendre des chocolats dans une pâtisserie                      | X       |           |
| Acheter une place de cinéma                                   |         | X         |
| Transporter une marchandise d'une ville à l'autre             | X       |           |

**Exercice 3**

Les règles relatives à la structure des sociétés empêchaient le développement des activités marchandes. Ces règles reposaient sur les idées véhiculées par les auteurs mercantilistes. De plus, les chartes qui réglementaient les activités économiques entravaient leur développement.

Les règles étaient formelles dans le sens où elles existaient dans le droit anglo-saxon

L'Etat a donc dû réformer ces règles afin de faciliter le développement des activités économiques

**Vers le bac****Exercice 1**

Les propositions 3 et 4 peuvent permettre de traiter le sujet. En effet, elles insistent toutes deux dans un premier temps sur le rôle de l'Etat en tant qu'institution facilitant la mise en place du marché et en mettant en exergue le rôle d'autres institutions dans un second temps. Toutefois, la proposition n°3 se distingue de la proposition n°4 en donnant des indications plus précises quant à la manière avec laquelle l'Etat a favorisé le développement du marché.

**Exercice 2**

L'Etat a favorisé la mise en place et la diffusion du marché en mettant en place un certain nombre d'interventions. Il a protégé le droit de propriété par l'intermédiaire de la loi afin d'éviter l'arbitraire. Il a aussi mis en place une codification commune aux échanges notamment en définissant des instruments de mesure afin de favoriser les échanges. De même, il s'est porté garant de la monnaie qui devenait un intermédiaire indispensable dans les échanges. Enfin, il contribuait à la mise en place d'institutions formelles telles les tribunaux de commerce.

Les institutions informelles ont aussi joué leur rôle dans la diffusion du marché. Le développement des intérêts communs a rendu possible les relations marchandes. Ces intérêts sont d'ailleurs apparus au sein de communautés comme par exemple celle des commerçants Maures en Afrique du Nord. De même, ces communautés ont pu mettre en place des coutumes qui ont permis de cadrer les échanges, de les structurer. Leur mise en place a donc permis en retour de poursuivre leurs intérêts communs.

**Exercice 3**

C'est la première proposition qui sera retenue car elle couvre l'ensemble du champ du sujet et met en place le lien entre le paragraphe relatif aux institutions formelles et celui traitant des institutions informelles.

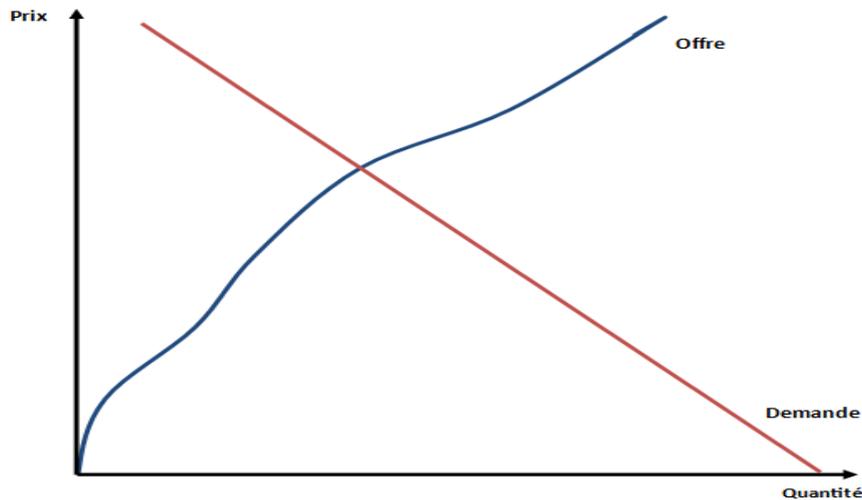
## Question 8 : Comment un marché concurrentiel fonctionne-t-il ?

### Exercice 1

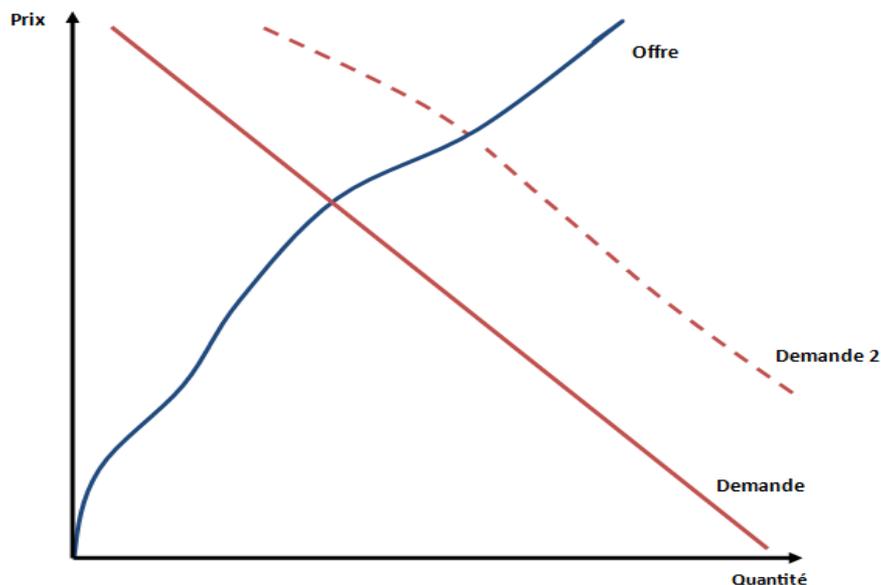
- L'offre globale est la somme des offres individuelles :

|               |     |     |      |      |      |      |      |
|---------------|-----|-----|------|------|------|------|------|
| Prix          | 0 € | 5 € | 10 € | 15 € | 20 € | 25 € | 30 € |
| Offre globale | 0   | 1   | 3    | 6    | 10   | 15   | 20   |

- L'offre et la demande de T-shirts.



- Le prix d'équilibre est celui pour lequel l'offre et la demande sont égales. Il s'agit ici de 20 €. La quantité d'équilibre est alors de 10. Autrement dit, sur ce marché, il s'échange 10 T-shirts pour 20 €.
- Les consommateurs qui étaient prêts à acheter un T-shirt pour un prix inférieur au prix d'équilibre se retirent du marché. Ils ne participent pas à l'échange.
- Sur le graphique ci-dessous, la nouvelle courbe de demande est tracée en pointillés (demande 2). Le nouveau prix d'équilibre est entre 20 et 25 euros et la nouvelle quantité d'équilibre est entre 15 et 17.
- L'augmentation de la quantité demandée conduit à une augmentation du prix d'équilibre.



- Suite à ce changement de prix d'équilibre, il devient avantageux de produire ce type de T-shirts. D'autres producteurs peuvent alors chercher à conquérir ce marché, ce qui conduirait à une augmentation de l'offre et donc une diminution du prix d'équilibre.

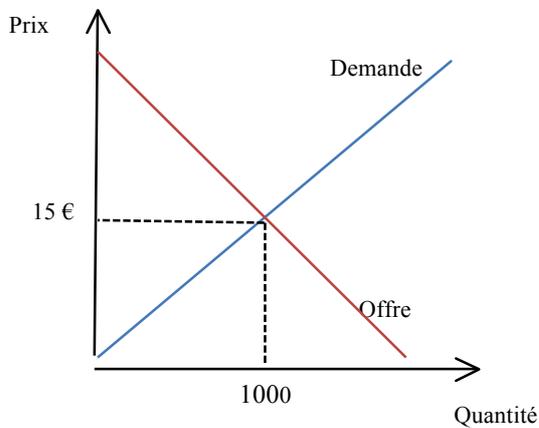
### Exercice 2

- Schémas :

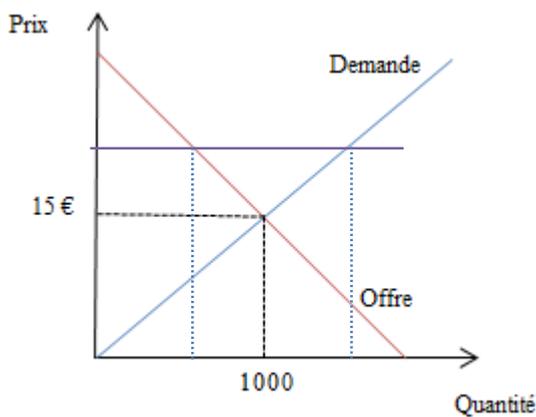
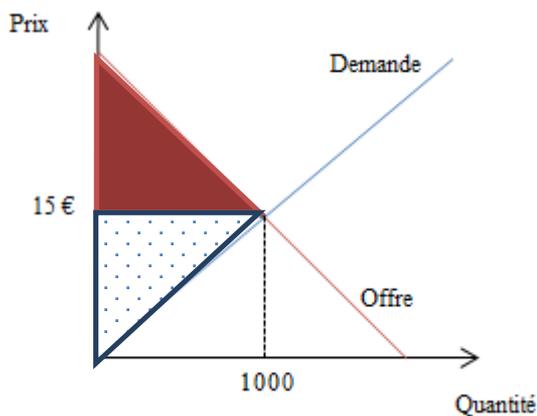
Offre > Demande → Les prix diminuent → La demande augmente et l'offre diminue → Offre = Demande  
 Offre < Demande → Les prix augmentent → La demande diminue **et l'offre augmente** → Offre = Demande

- En réalité, l'ajustement n'est pas immédiat. Par exemple, il faut du temps pour augmenter la quantité offerte, car il faut réaliser de nouveaux produits.

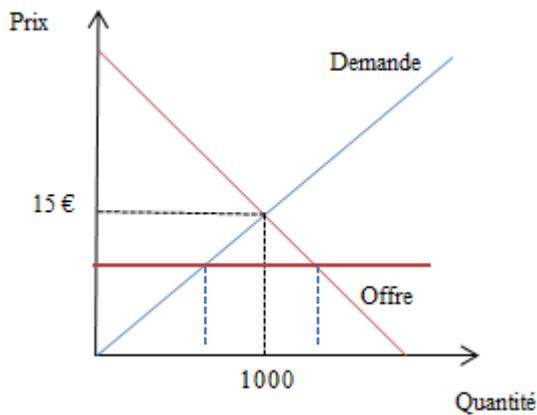
**Exercice 3 :**



- Sur ce marché, le produit s'échange à 15 € (prix d'équilibre) et la quantité échangée est de 1000 (quantité d'équilibre).
- Si un producteur n'est pas prêt à vendre le produit pour moins de 20 €, il se retire du marché.
- Le producteur qui était prêt à vendre le produit dès 10 € réalise un surplus.
- La zone colorée représente le surplus des producteurs, la zone hachurée représente le surplus des consommateurs.



Avec un prix plancher supérieur au prix d'équilibre, la demande est supérieure à l'offre.



Avec un prix plafond inférieur au prix d'équilibre, l'offre est supérieure à la demande.

### VERS LE BAC

#### Epreuve composée

##### Partie 1. Mobilisation des connaissances

1- Un marché est le lieu, réel ou virtuel où se rencontrent une offre et une demande pour un produit. Sur un marché concurrentiel, les offreurs et les demandeurs sont « preneurs de prix » et ajustent leur comportement en fonction de ce prix. Il existe alors un et un seul prix pour lequel l'offre et la demande sont égales. C'est à ce prix que se réalise l'échange. La quantité échangée est alors qualifiée de « quantité d'équilibre » et le prix auquel se fait l'échange est, de la même façon, le prix d'équilibre.

Les situations de rationnement sont des cas pour lesquels il n'est pas possible d'atteindre ce prix d'équilibre. On en distingue deux : les situations avec un prix-plancher et celles avec un prix-plafond. Dans le cas d'un prix-plancher, un prix minimum est fixé, en-dessous duquel il n'est pas possible d'aller. Ce cas correspond par exemple à la situation d'un marché du travail sur lequel il existe un salaire minimum. Si l'équilibre ne peut se réaliser que pour un prix inférieur à ce prix-plancher, alors il est impossible d'atteindre l'équilibre et, pour le prix-plancher, l'offre est supérieure à la demande. Dans le cas d'un prix-plafond, au contraire, c'est un prix maximum qui est fixé et il est impossible d'atteindre un prix supérieur à ce plafond. Sur certains marchés de la location de logements, par exemple, il existe un plafonnement des loyers. Si l'équilibre ne peut se réaliser que pour un prix supérieur à ce prix plafond, il est impossible d'atteindre l'équilibre. Pour le prix-plafond, la demande est supérieure à l'offre.

Les situations de rationnement correspondent donc à des cas pour lesquels il n'est pas possible d'atteindre l'équilibre.

2- Le marché est le lieu, réel ou virtuel, de rencontre d'une offre et d'une demande pour un produit. Sur un marché concurrentiel, les offreurs et les demandeurs sont preneurs de prix : ils fixent leur demande et leur offre en fonction du prix et de ses variations.

Ce type de marché correspond à un idéal, pour lequel le gain à l'échange est le plus élevé. La notion de gain à l'échange correspond au fait que l'échange permet aux offreurs comme aux demandeurs d'améliorer leur satisfaction. Autrement dit, des demandeurs obtiennent le produit pour un prix plus faible que celui qu'ils étaient prêts à payer pour l'avoir et les offreurs vendent le produit pour un prix plus élevé qu'ils n'étaient prêts à le vendre.

Il est possible de représenter ces surplus sur un graphique (voir corrigé de l'exercice 3). C'est en situation de concurrence que le gain est le plus élevé au niveau collectif.

**Partie 2. Etude d'un document**

Ce document est un graphique réalisé d'après les bases de données notariales et la DGFIP (en 2009). Il met en relation le nombre de transactions immobilières et le prix des logements rapporté au revenu des ménages de 1997 à 2009. Le prix des transactions immobilières est calculé sous la forme d'un indice, base 100 en 2000.

Nous pouvons voir, par exemple, qu'en 2009, il y a eu un peu moins de 600 000 transactions et le rapport entre prix des transactions et revenu des ménages est 1,5 fois plus élevé qu'en 2000.

Nous pouvons constater qu'en 2009, le nombre de transactions immobilières est à peu près identique à ce qu'il était en 1997 alors que le prix des logements rapporté au revenu des ménages a fortement augmenté. De 1997 à 2000, le nombre de transactions a fortement augmenté (de 550 000 à 750 000) alors que le prix des biens immobiliers a très légèrement augmenté. De 2000 à 2007, le nombre de transactions a très peu varié (il a connu une légère hausse), alors que le prix des biens immobiliers a augmenté beaucoup plus vite que le revenu des ménages. Enfin, de 2007 à 2009, le prix des transactions a légèrement diminué alors que le nombre de transactions a chuté fortement. Cette dernière baisse correspond aux conséquences de la crise immobilière.

**Partie 3. Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire**

Alors que le chômage est à un niveau très élevé en France, les responsables politiques ainsi que les dirigeants d'entreprises pointent aussi les difficultés d'embauche dans certains secteurs d'activité. Le marché du travail est donc parcouru de dysfonctionnements importants.

L'idée de marché renvoie à celle de l'existence d'une offre et d'une demande pour un même produit. On parle de marché concurrentiel pour désigner un type de marché sur lequel les offreurs comme les demandeurs sont preneurs de prix, c'est-à-dire qu'en raison, notamment de leur nombre, mais aussi de l'homogénéité du produit, ils ne peuvent exercer aucune influence sur les prix. Dans ce cas, l'offre et la demande se fixent en fonction du prix et il existe une situation d'équilibre pour laquelle l'offre et la demande sont au même niveau. L'échange se fait alors au prix d'équilibre.

C'est à ce type de marchés que nous nous intéresserons ici, en cherchant à montrer comment se réalise l'équilibre sur un marché concurrentiel. Nous verrons d'abord que l'offre et la demande se fixent en fonction du prix, ce qui permet leur « rencontre », puis nous verrons que l'équilibre s'ajuste en fonction des variations de l'offre et de la demande, sauf quand certains prix ne peuvent être atteints

**I. L'offre et la demande se fixent en fonction du prix****A) L'offre est une fonction croissante du prix, la demande est une fonction décroissante du prix**

- sur un marché concurrentiel, les offreurs sont « preneurs de prix » et l'offre est une fonction croissante du prix. En général, plus le prix sur le marché est élevé et plus les producteurs ont intérêt à chercher à proposer leur produit. A l'inverse, un prix faible désincite les producteurs à intervenir sur le marché, car les perspectives de profit seront faibles. (voir sur le doc. 2, la forme de la courbe d'offre)
- les demandeurs sont également preneurs de prix mais la demande est une fonction décroissante du prix. Un prix plus élevé fait que la demande est faible, alors qu'un prix faible conduit à une demande forte du produit (voir doc 2 pour la forme de la courbe de demande)
- la demande peut être plus ou moins élastique par rapport au prix : une variation du prix peut conduire à des variations plus ou moins grandes de la demande, en fonction de la nature du produit ou de ce qu'il représente pour les consommateurs (voir les données du document 3)

**B) L'équilibre correspond à la rencontre de l'offre et de la demande**

- il existe un, et un seul, prix pour lequel l'offre et la demande sont égales, c'est le prix d'équilibre (voir représentation sur le document 2)

- le prix d'équilibre « rend compatibles les désirs contradictoires des agents » (doc.1) : les offreurs comme les demandeurs sont satisfaits à l'équilibre. Ceux qui ne peuvent vendre le produit ou ne peuvent l'obtenir se retirent du marché.
- il existe un surplus collectif important à l'équilibre, qui est la somme du surplus du consommateur et de celui du producteur

Transition : sur un marché concurrentiel, l'offre et la demande se fixent en fonction du prix et s'égalisent pour un prix qualifié de « prix d'équilibre », on observe des mécanismes de retour à l'équilibre en cas de déséquilibre temporaire, sauf quand les prix sont rigides.

## II. Le marché s'équilibre, sauf quand certains prix ne peuvent être atteints

### A) Le retour à l'équilibre

- une modification des conditions de l'échange (augmentation de l'offre ou de la demande) peuvent conduire à une modification du prix d'équilibre (exemple de l'échange de pommes dans le document 1)
- la modification de l'offre ou de la demande conduit à un nouveau prix d'équilibre, qui permet un échange. Par exemple, quand l'offre augmente, le prix d'équilibre, à demande inchangée, diminue et inversement quand l'offre diminue (voir exemple du retour à l'équilibre du document 2)
- de la même façon, une augmentation de la demande conduit à une augmentation du prix d'équilibre alors qu'une baisse de la demande conduit à une diminution de ce prix.

### B) Les situations de rationnement

- dans certains cas, l'équilibre peut ne pas être atteint, c'est notamment le cas dans les situations de rationnement
- par exemple, un prix plancher peut conduire à une demande supérieure à l'offre (cas des loyers bloqués). On est alors dans une situation de pénurie (doc 2)
- de la même façon, un prix plafond peut conduire à une demande inférieure à l'offre (cas du salaire minimum). On est alors dans une situation de surproduction (doc 2).

Dans le modèle de marché concurrentiel, l'offre est une fonction croissante du prix, la demande est une fonction décroissante du prix et les agents sont preneurs de prix. Il existe donc un prix d'équilibre, qui permet l'égalisation de l'offre et de la demande et donc l'échange. Le prix d'équilibre peut être modifié par des variations de l'offre ou de la demande mais le marché retrouve une situation d'équilibre, sauf s'il existe des situations de rationnement marquées par des rigidités des prix.

Il est à noter que ce modèle décrit plus une situation idéale qu'une réalité. En particulier, le marché du travail est loin de fonctionner selon les règles du modèle : le travail n'est pas homogène, les salaires ne s'ajustent pas aux variations de l'offre et de la demande et les agents ne sont pas preneurs de prix par exemple.

## Question 9: Comment les marchés imparfaitement concurrentiels fonctionnent-ils ?

### Exercice 1

- FAUX : Le modèle du marché concurrentiel décrit plus un idéal que la réalité. En particulier, il est rare que les offreurs soient preneurs de prix.
- VRAI : Les entreprises ne sont que très rarement preneuses de prix, elles ont un pouvoir de marché et peuvent influencer sur les prix.
- VRAI : Le monopole est la situation d'une entreprise seule sur son marché, sans concurrent.
- FAUX : l'oligopole est un type de marché particulier, avec peu d'offeurs.
- FAUX : la concurrence ne croît pas forcément avec le nombre d'entreprises. Un marché en duopole peut être fortement concurrentiel.
- VRAI : proposer un produit différent de celui de ses concurrents permet d'agir sur un segment de marché particulier (modèle de la concurrence monopolistique).
- VRAI : l'entreprise innovante est la seule à offrir son produit. Ce monopole peut n'être que temporaire, si les autres entreprises imitent l'innovatrice.

### Exercice 2

- On peut définir l'innovation comme l'introduction d'un nouveau produit ou d'une nouvelle manière de produire.
- Un marché concurrentiel est un marché sur lequel les offreurs et les demandeurs sont preneurs de prix, n'ont aucune influence sur lui.
- Le passage souligné présente l'idée selon laquelle l'innovation permet à l'entreprise « d'échapper » à la concurrence. L'entreprise innovante n'est plus preneuse de prix car elle est la seule à proposer son produit.
- Dans un secteur marqué par de fréquentes innovations, les marchés ont de fortes chances d'être en concurrence monopolistique. Les consommateurs pourront choisir entre plusieurs producteurs qui proposeront tous un produit légèrement différent, incluant plusieurs innovations.

### Exercice 3

- Sur un marché concurrentiel, offreurs comme demandeurs sont preneurs de prix : celui-ci ne dépend que de mécanismes de marché. Au contraire, quand la concurrence entre offreurs est plus faible, voire inexistante, l'offreur en monopole ou les quelques offreurs peuvent jouer sur les prix et proposer des prix plus importants pour obtenir un profit plus élevé.
- Le premier type de pratique anticoncurrentielle est l'entente : plusieurs entreprises s'entendent pour fixer un prix plus élevé que celui de la concurrence ou bien pour se partager les marchés. Par exemple, un certain nombre de banques ont été condamnées par la Commission européenne pour s'être entendues de façon illégale sur la fixation du prix de certaines prestations.  
Le second type de pratique anticoncurrentielle est l'abus de position dominante : une entreprise profite de sa position dominante (de monopole par exemple) pour obtenir un avantage (fixation d'un prix élevé, obligation d'acheter un produit lié à celui pour lequel l'entreprise est en position dominante). On peut penser aux condamnations de Microsoft concernant l'imposition de certains de ses logiciels avec Windows.
- L'Autorité de la concurrence se donne pour mission d'empêcher les ententes quand celles-ci nuisent aux consommateurs, notamment car elles permettent aux entreprises qui s'entendent de fixer un prix plus élevé que celui du marché concurrentiel. Cependant, une entente peut aussi avoir des effets bénéfiques pour le consommateur, elle peut permettre de stimuler l'innovation ou encore de diminuer le coût de la production.

### VERS LE BAC

Le modèle de marché concurrentiel propose une situation idéale, dans laquelle les entreprises sont, comme les consommateurs, preneuses de prix. Dans ce modèle, le surplus collectif est élevé, toutes les demandes au prix du marché sont satisfaites et toutes les offres au prix du marché trouvent preneur. Pour autant, ce modèle est loin de décrire la réalité.

Les agents ont bien souvent un pouvoir de marché, autrement dit, ils ont une capacité à jouer sur les prix. C'est le cas notamment pour les entreprises, unités de production qui mobilisent des salariés et du facteur capital

pour réaliser une production marchande. Les entreprises correspondent aux offreurs sur les marchés de biens et de services.

Nous chercherons à montrer que, le plus souvent, les entreprises ont un pouvoir de marché. Nous montrerons d'abord que cela peut tenir aux caractéristiques mêmes du marché puis nous verrons que cela peut provenir du comportement des entreprises sur les marchés, pour échapper à la concurrence

## **I. Les caractéristiques du marché font que les entreprises peuvent avoir un pouvoir de marché**

### A) La concurrence est parfois faible (monopole, oligopole...)

- le modèle de marché concurrentiel suppose que de nombreuses entreprises interviennent sur le marché, ce n'est pas souvent le cas
- l'étude d'un marché concret comme celui de l'automobile en France (doc 1) montre qu'un faible nombre d'entreprises se partagent le marché et certaines ont d'importantes parts de marché, ce qui leur donne un important pouvoir de marché (données chiffrées du document)
- le pouvoir de marché est important pour une entreprise en monopole. Pour des entreprises en duopole ou en oligopole, il peut être plus ou moins important

### B) La différenciation des produits est un facteur important de pouvoir de marché

- le modèle du marché concurrentiel repose sur l'hypothèse d'une homogénéité du produit proposé. L'absence de pouvoir de marché provient du fait que si une entreprise cherche à proposer son produit pour un prix plus élevé que ses concurrentes, elle ne réussira pas à le vendre.
- si les produits sont différenciés, les entreprises peuvent obtenir un pouvoir de marché. On parle alors de concurrence monopolistique (exemple du marché automobile, voir document 1)
- l'innovation peut être à l'origine de cette différenciation. L'innovation donne un monopole temporaire

## **II. Des comportements particuliers peuvent donner un pouvoir de marché important**

### A) Les ententes

- pour diminuer la concurrence entre elles, des entreprises peuvent s'entendre. Cela leur donne un plus grand pouvoir de marché.
- les ententes peuvent être légales, si, par exemple, elles permettent une innovation plus efficace
- cependant, les ententes et les cartels sont souvent sanctionnés. C'est le cas quand ils visent à obtenir un pouvoir de marché au détriment des consommateurs (exemples du document 3)

### B) Les abus de position dominante

- de la même façon, le monopole donne un pouvoir de marché. L'abus de position dominante correspond au fait d'abuser de ce pouvoir de marché.
- les abus de position dominante sont sanctionnés quand ils correspondent à la situation où une entreprise cherche à accroître son pouvoir de marché au détriment des consommateurs (exemple du document 3)
- un monopole public détient également un pouvoir de marché important, mais les pouvoirs publics peuvent faire en sorte qu'il agisse dans l'intérêt des consommateurs (voir l'exemple de la SNCF dans le document 3)

Au contraire d'une hypothèse centrale du modèle du marché concurrentiel, les entreprises détiennent bien souvent un certain pouvoir de marché, une capacité à influencer sur les prix. Ce pouvoir peut provenir d'une faible concurrence ou encore d'une différenciation des produits. Il peut également provenir d'ententes ou d'une position dominante.

On le voit, le modèle, qui présente une situation idéale, est loin de la réalité. Il est possible de se demander si le fait d'aller vers plus de concurrence sur les marchés est toujours souhaitable. En général, les institutions qui défendent la concurrence posent le principe selon lequel il faut que la concurrence profite aux consommateurs. Parfois, une entreprise en monopole ou une entente entre entreprises peut être favorable aux consommateurs.

## Question 10

### Exercice 1

|                         | Avant la signature du contrat  | Après la signature du contrat  |
|-------------------------|--|--|
| Asymétrie d'information | Choisir le "mauvais" candidat sans revenus ou avec des comportements non désirés (fumer, graffitis, etc.)<br><br>Risque de sélection adverse | Non exécution du contrat signé (non paiement du loyer, ne fait pas le ménage, sous-loue le studio à d'autres personnes, etc.)<br><br>Risque d'aléa moral |
|                         |  |  |

### Exercice 2

Une **défaillance du marché** est un échec lié à la coordination par le marché. La coordination par le marché ne conduit pas toujours à des solutions économiquement efficaces, notamment en raison de l'absence de concurrence (monopole), de l'existence d'externalités, de l'insuffisance de biens publics ou d'asymétries d'informations.

Une défaillance de marché apparaît donc quand les hypothèses de la concurrence pure et parfaite ne sont pas respectées.

| Hypothèses du marché en concurrence pure et parfaite                         | Défaillances possibles   | Raisons des défaillances   |
|--|--------------------------|--|
| Atomicité du marché  | Monopole naturel         | Rendements croissants  |
| Information parfaite   | Asymétries d'information | Un acteur mieux informé que les autres                                       |
| Existence de marché pour tous les biens ou services (marchés complets)       | Biens publics            | Impossibilité d'exclusion des consommateurs                                  |
| Les coûts et avantages privés coïncident avec les coûts et avantages sociaux | Externalités             | Avantages et coûts d'une action ne concernent pas que l'agent qui l'effectue |

Les autres défaillances peuvent concerner l'homogénéité des produits (hétérogénéité des produits) ou la libre entrée/sortie sur le marché (barrières à l'entrée et à la sortie qui limitent la concurrence).

### Exercice 3

Un bien collectif (ou bien public) est un bien, un service, une ressource qui présente les caractéristiques de non-rivalité et/ou de non-exclusion.

|              | Exclusion    | Non exclusion   |
|--------------|--------------|-----------------|
| Rivalité     | Bien priv.   | Bien commun     |
| Non rivalité | Bien de club | Bien public pur |

### Vers le bac

Le contrat d'assurance est un contrat de transfert de risques (ou événement aléatoire) de l'assuré. une société de services : une compagnie d'assurance. Ces sociétés financières acceptent de supporter un risque en .change d'une prime, qui forme l'une des sources de ses revenus. Pour augmenter leurs revenus, elles effectuent des placements sur les marchés financiers.

#### Les compagnies d'assurance sont confront.es aux asymétries d'information avec leurs clients

Les compagnies d'assurance favorisent l'organisation des activités économiques et sociales en proposant, contre le versement de primes, de protéger les individus ou les firmes contre la réalisation d'al.as indépendants de leur volonté. L'assurance facilite donc les choix des acteurs économiques comme les décisions d'investissement.

Toutefois, dans son activité, les compagnies d'assurance sont confront.es aux asymétries d'information (document 1). Avant la signature du contrat, puisqu'elles s'adressent à une diversité de clients (risque de sélection adverse). Après la signature du contrat, car elles ne contrôlent pas

## Question 11

### Exercice 1

(2) ; (4) ; (9) ; (10) ; (11) ; (12) ; (22) ; (18) ; (25) ; (24) ; (21) ; (20) ; (16) ; (19) ; (17) ; (15) ; (16) ; (14) ; (13) ; (21) ; (8) ; (19) ; (7) ; (6) ; (5)(3) ; (1)

### Exercice 2

La monnaie est un bien privé résultant de la confrontation entre son offre et sa demande. C'est également un bien public car elle participe à l'intérêt général. Elle constitue également un bien réseau comme instrument d'échange reconnu et un bien économique. C'est enfin une réserve de valeur.

Le coût d'opportunité de la monnaie désigne ce qu'elle est susceptible de rapporter lorsqu'elle est placée.

Selon les économistes les plus anciens (les classiques) la monnaie est *un voile* pour l'économie, elle ne sert qu'à faciliter les échanges. Pour les keynésiens, elle agit directement sur l'économie réelle.

Les statistiques montrent que si la monnaie ne croît pas dans les mêmes proportions que la production, cela entraîne des déséquilibres économiques. Si sa variation est plus forte que la croissance, cela entraîne des risques inflationnistes, dans le cas contraire, un risque d'étranglement de l'activité.

## Question 12

### Exercice 1

D'après l'INSEE et ses comptes de la nation, en 2009, les administrations présentaient un besoin de financement équivalant à 8 % du PIB français, la nation, à 3 % et les sociétés non financières à 1 %. Les ménages, pour leur part, affichaient une capacité de financement de l'ordre de 5 % du PIB.

Le besoin de financement des administrations, exprimé en proportion du PIB, s'est creusé de huit points de pourcentage entre 1970 et 2009.

Ce graphique montre que les ménages constituent un agent structurellement en capacité de financement. À la différence des sociétés non financières, structurellement en besoin de financement, alors que les administrations ainsi que la nation, avant les années 70, apparaissaient en capacité de financement pour devenir depuis durablement en besoin...

Il manque sur ce graphique les sociétés financières et les ISBLM (institutions sans but lucratif au service des ménages).

Un besoin de financement pour la nation signifie que lorsque l'on additionne les besoins et les capacités de l'ensemble des agents, si le solde est négatif, cela montre que la compensation

entre les agents ne peut s'opérer. La nation s'appauvrit et elle doit financer, d'une manière ou d'une autre (par exemple par l'emprunt pouvant provenir d'obligations d'État émises par le Trésor public) ce besoin...

En 2009, ce sont donc bien les ménages qui financent les autres secteurs en sachant que leur capacité est insuffisante, la nation doit donc, d'une manière ou d'une autre, s'endetter pour satisfaire les besoins de financement des agents en demande.

## Exercice 2

| Les types de financements  | Principales qualités   | Principaux défauts  |
|--|--|---|
| <b>Le financement interne</b><br>Exemple : ...<br>L'autofinancement.....                         | Indépendance pour l'entreprise.  | Problème du coût d'opportunité de moyens internes qui auraient pu être placés...                                      |
| <b>Le financement externe direct</b><br>Exemple : Le crédit bancaire.....                        | Garanties de sécurité.<br>Si le taux d'intérêt versé est plus faible que la rentabilité de l'investissement, ce mode de financement devient avantageux (effet de levier) | Possible dépendance à l'égard du réseau bancaire.<br>Ce mode de financement constitue un coût en termes d'intérêt...  |
| <b>Le financement externe indirect</b><br>Exemple : ..... Recours aux obligations ou aux actions | Accès direct aux modes de financement, cela permet d'éviter une perte de temps et d'argent.  | Risque de fragmentation du capital, paiement d'intérêts pour les obligataires et de dividendes pour les actionnaires. |

## Question 13

### Exercice 1

En juillet 2010, d'après la Banque de France, les crédits accordés au secteur privé dans la zone euro ont augmenté de 1 % par rapport à l'année précédente.

On ne peut pas dire que les crédits accordés au secteur privé dans la zone euro ont baissé pendant l'année 2008. Par contre, la progression des crédits est demeurée positive mais orientée à la baisse.

Entre juillet 2004 et juillet 2006, les crédits accordés au secteur privé dans la zone euro ont connu une progression annuelle croissante. Puis, entre 2006 et 2007, la croissance de ce crédit est demeurée stable annuellement entre 10 à 12 %. De 2008 à 2009, la variation des crédits n'a cessé de baisser pour devenir négative à la fin de l'année 2009 et semble depuis, progresser de nouveau.

**Exercice 2**

M1 correspond aux billets et aux pièces et aux comptes à vue. C'est la masse monétaire au sens strict. M2 désigne, outre M1, les placements à vue rémunérés (comptes sur livret, livrets de caisse d'épargne, comptes d'épargne logement, livrets de développement durable). Les sommes qui sont sur ces comptes n'ont pas de pouvoir libératoire immédiat (elles ne peuvent servir à régler une transaction), mais elles peuvent être transformées instantanément en moyens de paiement.

M3 renvoie, outre à M 2, aux placements à terme : dépôts en devises, comptes à terme, titres du marché monétaire émis par les banques. Cet agrégat représente donc la masse monétaire au sens large. C'est sur lui que portent les normes de progression de la masse monétaire définies, dans la zone euro, par les autorités monétaires de la BCE.

- D'après la BCE, M1 a connu une progression de plus de 10 % entre 2009 et 2010.
- Ce cercle tend à nous indiquer la présence d'une forte progression des agrégats M2 et M3. Au même moment, les liquidités immédiatement disponibles, progressaient faiblement. Cela semble indiquer, au cœur de la crise financière issue des subprimes, un recul des liquidités, révélateur certainement d'une frilosité des agents marquée par une priorité accordée aux placements moins liquides et plus rémunérateurs...
- Puisqu'il s'agit de taux de variation annuels des différents agrégats, la manière la plus simple de répondre consiste à raisonner en points de pourcentage comparant les variations de 2011 à celles de 2006. Ainsi, M1 a baissé de 5 points de pourcentage sur la période ainsi que M2 alors que M3 a reculé de quatre.

## Vers le Bac

Contrairement aux idées reçues, créer de la monnaie est loin de se limiter à *la planche à billets*.

Deux acteurs financiers participent à ce processus dans leur rôle de financement de l'économie : les banques commerciales ou banques de second rang et la banque centrale, banque de premier rang. Même si, pour l'essentiel, ce sont *les crédits qui font les dépôts*,

les opérations de création monétaire relèvent, in fine, des interventions opérées par ces deux agents économiques. Il convient donc, dans un premier temps, de souligner de quelle manière les banques commerciales réalisent une procédure de création monétaire pour ensuite mettre en évidence les caractéristiques de cette activité au niveau de la banque centrale.

- 1- Les banques commerciales confrontées à la création de monnaie (documents 1 et 2)
  - a) Par l'octroi de crédits aux agents non financiers (essentiellement les ménages) : Cette opération correspond bien à de la création de monnaie si elle ne repose pas sur une épargne préalable. Dans ce cas, il s'agit de créances sur l'économie détenues par les banques commerciales. Le taux d'intérêt appliqué dépend directement du taux directeur décidé par la banque centrale (doc 2)
  - b) Par des crédits consentis au Trésor public : Dans ce cas, les banques concernées détiennent des créances sur le Trésor par l'acquisition de bons.
  - c) Lors de transferts de devises en monnaie nationale réalisés par les banques commerciales : Dans ce cas, les banques disposent de créances sur l'extérieur.
- 2- La banque centrale confrontée à la création de monnaie (documents 2 et 3)
  - a) Lorsque la banque centrale intervient sur le marché monétaire : Si les banques commerciales ne parviennent pas, à l'occasion de la compensation entre elles, à se financer, la banque centrale pourra, sur ce marché, acheter des titres privés (comme des effets de commerce) ou publics (comme des bons du Trésor) contre des billets... Alors, la banque centrale détient des créances sur les banques commerciales.
  - b) Lorsque la banque centrale vient en aide au Trésor public : Le Trésor public est la banque de l'État. Si celui-ci connaît un déficit budgétaire, sa banque risque de devoir emprunter. La banque centrale pourra alors créditer le compte courant du Trésor public. Elle détient alors des créances sur le Trésor appelées *encours au Trésor*.
  - c) Lorsque la banque centrale acquiert des devises : Dans ce cas, elle détient des créances sur l'extérieur.

Si les banques commerciales apparaissent pour beaucoup comme le principal agent décideur de la création de monnaie notamment à travers leurs opérations de crédits à l'économie, il n'en reste pas moins que le prêteur, en dernier ressort, demeure la banque centrale. Celle-ci organise ce processus en arbitrant le marché monétaire et en impulsant le taux d'intérêt de référence : le taux directeur (ce taux, géré par la BCE, est passé, le 1er mai 2011, de 1 à 1,25 %).

## Question 14

### Exercice 1

|   | Fonction d'allocation des ressources | Fonction de redistribution | Fonction de stabilisation |
|---|--------------------------------------|----------------------------|---------------------------|
| La revalorisation des allocations chômage                                     |                                      | x                          |                           |
| La mise en place du protocole de Kyoto  | x                                    |                            |                           |
| La création du RSA  |                                      | x                          |                           |
| Augmentation des taxes sur le tabac   | x                                    |                            |                           |
| Interdiction par la Commission Européenne de la fusion entre deux entreprises | x                                    |                            |                           |
| Le plan de relance français à la suite de la crise de 2008.                   |                                      |                            | x                         |
| La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F)                |                                      |                            | x                         |

## Exercice 2

| %   | 2007 | 2011 |
|---|------|------|
| Financements budgétaires                    | 43,0 | 47,3 |
| Budget civils de recherche et développement | 26,6 | 26,0 |
| Universités et hôpitaux                     | 16,4 | 21,3 |
| Autres financements                         | 57,0 | 52,8 |
| Industries pharmaceutiques                  | 55,4 | 51,3 |
| Secteur associatif                          | 1,6  | 1,5  |
| Total des dépenses                          | 100  | 100  |

## Exercice 3

- En 2010 en France métropolitaine selon l'INSEE les 10% des salariés en équivalents temps plein du secteur marchand non agricole, du secteur privé et des entreprises publiques les plus pauvres percevaient moins de 14 392 euros annuels nets, les 10 % les plus riches percevaient un salaire annuel net d'au moins 33 778 euros.  
En 2010 en France métropolitaine selon l'INSEE les 25% des salariés en équivalents temps plein du secteur marchand non agricole, du secteur privé et des entreprises publiques les plus pauvres percevaient moins de 15 024 euros annuels nets.
- Le cinquième décile correspond à la médiane, c'est-à-dire au montant qui partage la population en deux parties égales. En 2010 en France les 10 % des salariés les plus riches en équivalents temps plein du secteur marchand non agricole, du secteur privé et des entreprises publiques gagnaient 2,9 fois plus que les 10% des salariés en équivalents temps plein du secteur marchand non agricole, du secteur privé et des entreprises publiques les plus pauvres.
- Le rapport inter-décile de l'ensemble des salariés en équivalents temps plein du secteur marchand non agricole, du secteur privé et des entreprises publiques est de 2,9 en France métropolitaine selon l'INSEE.
- L'Etat intervient pour réduire les inégalités grâce à la redistribution.

## Vers le bac

Erosion de la biodiversité, fonte des glaces, marée noire : les dégâts causés par l'activité humaine sont plus ou moins spectaculaires mais traduisent l'état d'urgence actuel. L'homme dilapide la planète mais ne peut pas la reproduire artificiellement. C'est pourquoi l'intervention des pouvoirs publics pour lutter contre les externalités négatives portant atteintes à l'environnement est une nécessité mais qui est difficile à mettre en œuvre.

1- L'intervention des pouvoirs publics pour lutter contre les externalités négatives portant atteintes à l'environnement est nécessaire

Il faut limiter les émissions de gaz à effet de serre. Document 1

En internalisant les externalités : par la mise en place de réglementations (document 2), et par la taxation (document 4)

2- Mais elle est aussi difficile.

Son efficacité découle du degré de coopération internationale : document 5 du dossier documentaire : L'Union européenne a créé un système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE) et le protocole de Kyoto

Les effets sont observables à long terme : il faut changer les comportements (transporter « mieux » et « moins » document 2

La prise de conscience est effective mais l'application reste à l'état embryonnaire.

## Question 15

### Exercice 1

On retrouve dans le document les administrations centrales et les administrations locales ainsi que les administrations de sécurité sociale

La dette publique représentait en 2009 près de 77,6 % du PIB. L'essentiel de cette dette provient des administrations centrales (60,6 %).

Depuis la fin des années 70 la dette publique augmente en passant de 21,1 % du PIB en 1978 à 77,6% en 2009 soit un triplement du poids de la dette dans le PIB. Cette augmentation est surtout due à l'augmentation de la dette de l'Etat central multipliée par 5 environ alors que la dette des autres administrations a un peu plus que doublé

### Exercice 2

On retrouve des éléments qui vont agir sur les dépenses d'autres sur les recettes ou bien les deux.

Sur les dépenses : les effets de la crise qui provoquent une augmentation automatique de certaines dépenses (prise en charge du chômage par ex), d'autre part, pour lutter contre la crise, le gouvernement a engagé un plan de relance et donc une augmentation des dépenses publiques.

Sur les recettes, on retrouve une baisse des rentrées fiscales dans la mesure où ces rentrées dépendent de l'activité économique (impôts sur le revenu, sur les bénéfices, TVA)

|             | Recettes  | Dépenses   |
|-------------|---|--|
| Choix       | Baisse de la TVA sur la restauration et autres baisses de prélèvements obligatoires | Politique de relance   |
| Contraintes | Baisse de rentrées fiscales du fait de la crise                                     | Augmentation de certaines dépenses publiques du fait de la crise |

## Question 16

### Exercice 1

Un ménage qui déclare un revenu annuel par part fiscale de 60 000 euros doit verser au titre de l'impôt sur le revenu ainsi que la CSG environ 40,5 % des revenus déclarés d'après la revue Challenge de janvier-février 2011. A partir d'un revenu annuel par part fiscale de 7 500 euro ces impôts représentent 27,25 % du revenu déclaré.

Pour un revenu de 5 000 euros par part fiscale, l'impôt représente environ 15 % de ce revenu. L'impôt représente a priori une somme de  $5000 * 0.15$  soit 750 euros. Pour un revenu par part fiscale de 15 000 euros, l'impôt serait de  $15\ 000 * 0.2725$  soit 4087,5 euros.

On voit bien que lorsque le revenu par part fiscale est multiplié par 3 (de 5 000 à 15 000) l'impôt lui, est multiplié par 5,45. On est bien en face d'un impôt progressif.

### Exercice 2

L'intégration européenne est incohérente puisqu'elle permet la mobilité des biens et services, des capitaux et des hommes tout en permettant à chaque nation de garder sa souveraineté en matière d'impôt.

Chaque Etat, pour s'assurer de l'implantation d'entreprises étrangères, ou pour attirer de la main d'œuvre qualifiée peut utiliser l'argument fiscal : offrir des taux d'imposition plus faible notamment pour les hauts revenus (taux marginal) on incite les entreprises et

certains ménages à venir s'installer sur notre territoire. Chaque Etat tenant ce raisonnement, l'Europe voit se développer une « concurrence » fiscale.

L'incidence fiscale dépend de l'état du marché. Plus la concurrence est forte, et moins les entreprises peuvent répercuter les impôts sur les consommateurs. La même augmentation de TVA aura ainsi un coût réel pour les entreprises plus élevé que par le passé.

### **Exercice 3**

L'impôt sur le revenu est progressif dans la mesure où les taux d'imposition du dernier percentile est plus élevé que celui du premier. Mais paradoxalement, la progressivité s'inverse pour les très hauts revenus.

Les cotisations et taxes sur les salaires représentent plus de la moitié de l'effort fiscal pour une très large part de la population française. Essentiellement salarisée, cette situation touche pratiquement toutes les tranches de revenus. Toutefois, à partir du dernier centile on voit une très nette diminution du pourcentage prélevé au titre du salaire. On peut avancer l'hypothèse que dans cette dernière tranche de revenu se trouve les familles suffisamment aisées pour vivre sans être salariées.

Les faibles revenus ont tendance à être dépensés en grande partie. Au contraire, pour des revenus élevés, la part consacrée à la consommation baisse. Ce constat établi par J. M. Keynes comme une « loi psychologique » a pour conséquence que l'impôt sur la consommation frappe la quasi-totalité d'un faible revenu alors qu'il ne porte « que » sur une fraction plus faible des revenus élevés. A noter que ce raisonnement porte sur les pourcentages prélevés, pas sur les sommes.

## Question 17

### Exercice 1

a)

|   | Crédit | Débit |
|---|--------|-------|
| Achat d'une tablette (compte courant, importation de biens en France) |        | 399   |
| Produit de la vente (sortie d'un actif monétaire, compte financier)   | 399    |       |

b)

|  | Crédit | Débit |
|--|--------|-------|
| Vente d'un repas (compte courant, importation de services en France) | 350    |       |
| Produit de la vente (entrée d'un actif monétaire, compte financier)  |        | 350   |

c)

|   | Crédit | Débit |
|---|--------|-------|
| Achat d'une action (compte financier, importation d'un actif en France) |        | 1500  |
| Produit de la vente (sortie d'un actif monétaire, compte financier)     | 1500   |       |

d)

|   | Crédit     | Débit      |
|---|------------|------------|
| Abandon d'une dette par la France (compte de capital, transferts de fonds français)         |            | 10 000 000 |
| Réduction de la créance de la France sur l'étranger (compte financier, exportation d'actif) | 10 000 000 |            |

|   | Crédit   | Débit      | solde     |
|---|----------|------------|-----------|
| <b>Compte des transactions courantes (compte courant)</b> |          |            |           |
| Biens   |          | 399        | -399      |
| Services  |          | 350        | -350      |
| Revenus   |          |            |           |
| Transferts courant  |          |            |           |
| <b>Compte de capital</b>                                  |          | 10 000 000 | -10000000 |
| <b>Compte financier</b>                                   | 10002249 | 1500       | +10000749 |

Remarque : le total en tous les soldes fait 0

### Exercice 2

La droite a représente l'ensemble des points qui correspondent à une situation où l'épargne globale est égale l'investissement global. Elle correspond donc en vertu de l'équation d'équilibre général, à une situation où l'offre globale est égale à la demande globale dans une économie fermée.

En économie ouverte, la zone A correspond à une situation où l'épargne est supérieure à l'investissement. En économie ouverte les conditions d'équilibre général s'écrivent

$$\text{Epargne} - \text{Investissement} = \text{Exportations} - \text{Importations}^1$$

<sup>1</sup> au sens des transactions courantes.

Si l'épargne est supérieure à l'investissement cela revient à dire que les transactions courantes sont excédentaires

Epargne – Investissement > 0 donc Exportation – Importations > 0 aussi.

A l'inverse, la zone B correspond à une situation où le pays dispose d'un « déficit » d'épargne, par conséquent doit faire face à un déficit de ses transactions courantes.

Formulé de manière simplifiée, en zone A le pays vit « en-dessous » de ses moyens et peut donc prêter au reste du monde, en zone B le pays vit « au-dessus » de ses moyens et doit donc emprunter au reste du monde.

## Question 18. Comment la socialisation de l'enfant...

### Exercice 1

Socialisation, intériorisation, normes, valeurs, juridiques, statut, rôles, inculcation, principes, reproduction, interaction, socialisé/ socialisateur (l'inverse est aussi juste), changement social, socialisation primaire.

### Exercice 2

Durkheim est le fondateur de la sociologie en France. Il a une conception déterministe ou holiste du fait social.

L'auteur ayant une conception « holiste du social » considère que le fait social est extérieur aux individus et s'impose à eux. Ainsi, les règles de politesse inculquées aux enfants par leur famille existent bien avant leur naissance et leur survivront car elles existent en dehors des individus et s'imposent à eux à travers le processus de socialisation.

Pour Piaget, la socialisation est le fruit d'interactions sociales : l'individu n'est pas passif dans son apprentissage, il ne subit pas la socialisation (contrairement à la vision de Durkheim vue précédemment). Piaget a une conception qui relève de l'individualisme méthodologique : l'individu prend part à ses apprentissages par exemple en coopérant.

Les individualistes méthodologiques utilisent les méthodes qualitatives pour analyser les faits sociaux car leur objectif est de comprendre pourquoi les individus font ce qu'ils font étant donné que ces derniers ne sont pas déterminés à l'avance dans leurs comportements. Les méthodes quantitatives donnent des informations moins pertinentes en la matière.

## Question 19

### Exercice 1

*Simone De Beauvoir* (1908-1986), philosophe française, fut l'une des premières à expliquer que le sexe est certes une réalité biologique, constitue une différence entre les hommes et les femmes qui relève de la nature, mais cette différence engendre des différences culturelles et sociales qui n'ont rien d'innées. En effet, si les jeunes filles apprennent à croiser les jambes alors que les garçons s'assoient le plus souvent en écartant les leurs, c'est parce que les unes et les autres n'ont pas été socialisés au respect des mêmes normes. Les premières ont appris à endosser les rôles sociaux accordés aux membres du sexe féminin : prendre soin des autres, anticiper les besoins de la famille, etc. Les seconds ont intériorisé l'idée qu'il fallait s'exprimer et manifester sa volonté ouvertement, être ambitieux, etc. Par conséquent, les femmes apprennent à devenir des « femmes » au sens social : à se comporter selon des rôles féminins socialement définis et non naturels.

### Exercice 2

81% des enfants d'ouvriers qui pratiquaient au moins une activité culturelle étant enfants en pratiquent au moins une à l'âge adulte. Pour les enfants de cadres, cette proportion atteint 97%. On peut donc dire que les pratiques durant l'enfance influencent de manière conséquente les pratiques à l'âge adulte. Cependant, ce n'est pas parce qu'un enfant l'individu ne pratiquait aucune activité que c'est aussi le cas à l'âge adulte : 57% des enfants d'ouvriers qui ne pratiquaient aucune activité culturelle pendant l'enfance en pratiquent au moins une à l'âge adulte.

Les enfants d'ouvriers sont proportionnellement moins nombreux que les enfants de cadres à avoir au moins une pratique culturelle à l'âge adulte (cf. Chiffres question précédente)

La socialisation familiale pendant l'enfance a un impact conséquent sur les pratiques à l'âge adulte. Cet impact est tout de même à relativiser car il peut y avoir des changements à l'âge adulte.

### Exercice 3

#### Grille d'observation :

Jour et heure de cours :

Discipline :

Classe/ filière :

Sexe de l'enseignant :

#### Observation des prises de paroles :

| Sexe | Nombre | Durée des interventions | Type d'intervention* | Réactions de l'enseignant |
|------|--------|-------------------------|----------------------|---------------------------|
|      |        |                         |                      |                           |

\* Exemples de type d'intervention : répondre à une question qui vise à faire un rappel de cours, élaborer un raisonnement nouveau, poser une question.

#### Observation des activités des filles et des garçons pendant le cours :

Pour les filles : (même grille pour les garçons)

| Activités attendues      | Fréquence  |
|--------------------------|--|
| Ecoute                   | Toujours<br>Le plus souvent<br>Très peu<br>Pas du tout |
| Concentration /réflexion | Toujours<br>Le plus souvent<br>Très peu<br>Pas du tout |
| Respect des consignes    | Toujours   |

|  |  |
|--|--|
|  | Le plus souvent<br>Très peu<br>Pas du tout |
| <b>Activités non attendues</b>                                   |  |
| Activités qui perturbent le cours<br>(relevez les exemples :...) |  |
| Autres activités sans perturber                                  |  |

Que fait l'enseignant par rapport à ces activités des élèves dans chaque cas ?

Faites le bilan de vos observations. Vous le croiserez avec le bilan des entretiens avec les élèves et l'enseignant.

### Grille d'entretien

*Facteurs à prendre en compte dans la grille car ils peuvent influencer les comportements: sexe, âge, milieu social (profession et diplôme des parents et grands-parents), composition de la fratrie, croyances ou pratiques religieuses/ appartenances politiques.*

### Grille d'entretien élève:

Que savez-vous des inégalités entre les hommes et les femmes ?

Dans le domaine professionnel ? Dans le domaine domestique ? Dans le domaine politique ?

Avez-vous déjà observé certaines inégalités entre les hommes et les femmes ? Si oui, dans quel domaine et dans quelles circonstances ?

Quelle est la composition de votre famille (frère, sœurs, rang dans la fratrie, famille monoparentale/recomposée ... ?)

Comment sont réparties les tâches domestiques entre les membres de la famille ? Pourquoi selon vous ?

Quelle est la profession de vos parents ? De vos frères et sœurs ? S'ils font des études, à quel niveau sont-ils ? Dans quelle filière ?

Quel est votre niveau d'étude ? Dans quelle filière ? Pour quel projet professionnel ?

Etes-vous croyant, pratiquant d'une religion ? Si oui, laquelle ?

Avez-vous des engagements politiques ? Si oui, depuis quand ? De quel type ?

Que pensez-vous des inégalités entre les hommes et les femmes ?

Pensez-vous qu'il faut lutter contre celles-ci ou non ? Pourquoi ? Comment ?

Avez-vous observé des différences de traitement entre les garçons et les filles à l'école ? Si oui, lesquelles ?

### Grille d'entretien prof :

Que savez-vous des inégalités entre les hommes et les femmes ?

Dans le domaine professionnel ? Dans le domaine domestique ? Dans le domaine politique ?

Avez-vous déjà observé certaines inégalités entre les hommes et les femmes ? Si oui, dans quel domaine et dans quelles circonstances ?

Quelle est la composition de votre famille (frère, sœurs, rang dans la fratrie, famille monoparentale/recomposée ... ?)

Comment sont réparties les tâches domestiques entre les membres de la famille ? Pourquoi selon vous ?

Quelle est la profession de vos parents ? De vos frères et sœurs ? S'ils font des études, à quel niveau sont-ils ? Dans quelle filière ?

Etes-vous croyant, pratiquant d'une religion ? Si oui, laquelle ?

Que pensez-vous des inégalités entre les hommes et les femmes ?

Pensez-vous qu'il faut lutter contre celles-ci ou non ? Pourquoi ? Comment ?

Avez-vous observé des différences de comportement entre les garçons et les filles en classe ? Si oui, lesquels ? Comment les interprétez-vous ?

Constatez-vous des différences d'aptitudes ou des écarts de niveau entre les garçons et les filles ? Si oui, comment les expliquez-vous ?

Avez-vous le sentiment de ne pas demander la même chose en classe aux garçons et aux filles ou de leur demander la même chose mais pas de la même manière ? Si oui, comment expliquez-vous ces différences ?

Avez-vous le sentiment de ne pas vous comporter de la même manière les élèves du sexe féminin et ceux du sexe masculin en classe ? Si oui, comment expliquez-vous ces différences ?

### Vers le bac

Les différences vestimentaires entre les hommes et les femmes s'expliquent-elles par des normes imposées par la société ou par les choix individuels ? Indéniablement nous ne pouvons que nuancer notre réponse : dans notre société, il est « normal » (défini par la norme) qu'une femme porte une jupe ou une tenue féminine (pantalon et chemise ajustés pour dessiner ses formes) et que l'homme se restreigne au port du pantalon (droit de préférence). L'individu intériorise des normes et des valeurs qui lui sont proposées en modèle, et de manière parfois assez coercitive (la majorité des femmes ont intégré la nécessité de s'habiller en féminin). Cependant ce dernier peut choisir de ne pas coopérer et se détacher de la norme dominante (une jeune fille qui ne veut jamais porter de jupes et revendique un style vestimentaire très masculin).

- L'individu participe sans le vouloir à la socialisation différenciée

Socialisation différenciée sexuée déterministe : l'individu reproduit ce qu'on lui montre, joue avec ce qu'on lui offre et occupe alors des rôles sexués. (doc 1)

La répartition des rôles se perpétue ainsi par reproduction (doc 2)

- L'individu accepte et perpétue cette construction sociale des rôles attribués à chaque sexe.

Chaque sexe accepte les rôles distribués même s'ils impliquent des inégalités. (doc 3)

Certains vont même participer activement à la reproduction de cette séparation sociale des rôles et tâches de chacun quitte à reproduire les inégalités déplorées par ailleurs (doc 4).

Les hommes et les femmes ont profondément intériorisé un cadre social défini par la société, si bien qu'ils finissent par ne plus percevoir que ce dernier relève de la culture et non de la nature. Ils entérinent donc ces rôles sociaux en les acceptant voire même, en les revendiquant comme légitimes. L'allongement de la durée du congé paternité et du congé maternité indique, d'un côté, la volonté de satisfaire la demande des hommes à reconnaître leur rôle paternel grandissant ; de l'autre, on réaffirme l'obligation maternelle des femmes qui doivent rester plus longtemps encore auprès de leur nouveau-né. Ces nouvelles conditions pour l'accueil du nouveau né dans la famille vont-elles amener les jeunes générations de parents à modifier les rôles féminins et masculins en la matière ?

## Question 20

### Exercice 1

La jeune femme qu'a étudiée Kaufman a essayé de s'opposer à la socialisation sexuée reçue notamment par sa mère pendant son enfance. Elle a cherché à se détacher du modèle traditionnel de la bonne épouse et mère dévouée à sa famille en s'appuyant sur d'autres agents de socialisation (ex : groupe de pairs, médias) qui lui ont indiqué d'autres modèles avec des rôles moins marqués sexuellement. Ainsi, la femme émancipée ou « femme libérée » est celle qui a une activité professionnelle importante et qui concilie vie de famille et vie professionnelle (garde d'enfants à l'extérieur du domicile).

Les médias, le groupe de pairs, les associations dans lesquelles l'individu s'engage peuvent être des sources de socialisation qui complètent ou s'opposent à la socialisation familiale.

Cette jeune femme, arrivée à l'âge adulte, s'oppose au modèle qu'on lui a transmis pendant l'enfance. Elle a donc cherché à se socialiser activement après son enfance : on parle de socialisation secondaire active.

Avec le mariage et l'arrivée du premier enfant, la répartition traditionnelle des tâches domestiques a repris ses droits car la socialisation pendant l'enfance a consisté à intérioriser très profondément un modèle de répartition des tâches qui est considéré comme opérationnel (fruit de l'expérience passée et observation des parents) plus facile à adopter que de créer un nouveau modèle qui risque de ne pas fonctionner et d'engendrer des conflits avec le conjoint. Ainsi, chacun retrouve son rôle, un rôle observé pendant l'enfance, que chacun connaît et applique. Tout le monde s'y retrouve.

La socialisation secondaire peut se faire en rupture avec la socialisation primaire mais celle-ci doit faire l'objet d'un travail acharné de réaffirmation des rôles nouveaux car les rôles intériorisés pendant l'enfance l'ont été profondément et sont devenus des références d'action quasi inconscientes pour les individus.

## Exercice 2

L'ascension sociale est le fait de changer de position sociale dans la société pour atteindre une position supérieure à celle que l'on occupait auparavant.

Exemple : l'ouvrier qui parle un langage populaire ou familial, qui va par exemple tutoyer tout le monde alors que le langage doit être soutenu ou mesuré (le vouvoiement peut être de rigueur dans le milieu des cadres).

Une personne ayant connu une promotion sociale est souvent en décalage avec son milieu d'origine car son nouveau milieu d'appartenance ne partage pas nécessairement les mêmes valeurs ou normes. Ainsi un ouvrier qui parle de manière familière à un cadre peut sentir que ce dernier le juge de manière négative, le rejette car il ne respecte pas les normes et valeurs du groupe. L'ouvrier peut se sentir exclu donc seul et incompris. De plus, il ne peut pas comprendre les raisons de sa mise à l'écart vu qu'il ne partage pas les codes sociaux du groupe. Par ailleurs, il ne peut pas exprimer son modèle culturel qui est dévalorisé et peut être frustré pour cela.

Ce n'est pas facile de rompre avec l'identité forgée pendant l'enfance car la socialisation primaire est puissante et ancre les repères d'action si profondément qu'ils deviennent quasi naturels.

## Exercice 3

Dans les sociétés modernes, les individus sont plus libres que dans les sociétés traditionnelles pour construire leur identité car ils se sont émancipés des contraintes collectives (milieu familial omniprésent, religieux...). Ils peuvent donc faire des choix et se construire de manière particulière en s'affranchissant des modèles qu'on leur a donnés dans l'enfance.

L'auteur parle au présent car il s'agit de la société actuelle par opposition à la société traditionnelle.

Dans les sociétés traditionnelles la socialisation secondaire est souvent le prolongement de la socialisation primaire pour des raisons évoquées précédemment ce qui explique l'absence de changement social.

## Vers le bac

L'individu est-il totalement libre de construire son identité une fois émancipé de la tutelle familiale notamment à l'âge adulte? L'identité correspond aux éléments que l'individu et les autres utilisent pour le définir. A l'âge adulte, celle-ci dépend à la fois de la socialisation primaire et de la socialisation secondaire. Il s'agit de voir si les deux sont en continuité ou en rupture.

- L'identité à l'âge adulte est liée à la socialisation primaire

La socialisation primaire fournit les bases de l'identité d'où une certaine reproduction des comportements acquis pendant l'enfance qui persistent à l'âge adulte. (doc 1- choix politiques identiques à ceux des parents)

Les comportements peuvent différer à l'âge adulte mais l'influence de la socialisation primaire se fait toujours sentir (doc 2)

- L'identité à l'âge adulte : une rupture avec la socialisation reçue pendant l'enfance

L'individu peut connaître un changement de milieu qui l'amène à intérioriser de nouvelles normes et de nouvelles valeurs. Il apprend à construire un autre soi, les autres ont un autre

regard sur lui : son identité change. (doc 2- les cadres qui se doivent d'entretenir certains pratiques culturelles non pratiquées pendant l'enfance)

La socialisation anticipatrice : l'individu est volontairement à la recherche d'une nouvelle identité (doc2 +doc1)

Dans la société moderne, l'individu reste fortement influencé par sa socialisation primaire mais peut plus facilement s'en détacher que dans les sociétés traditionnelles. Avec la liberté plus importante qui lui est laissée pour construire son identité, on peut se demander si l'individu arrive à trouver ce qu'il veut être pour lui et pour les autres. La liberté peut aussi créer un manque de repères et l'on parle alors de situations anomiques (chapitre 30).

## Question 21

### Exercice 1

On peut dire que les exemples suivants correspondent à la définition d'un groupe social : jury de cour d'assises, secte, manifestants.

### Exercice 2

Le classement en PCS ne conduit pas à repérer des groupes sociaux mais des catégories statistiques.

Les groupes sociaux ont une certaine homogénéité sociale et leurs membres ont conscience d'en être membres. En revanche, les PCS sont des regroupements liés à certains critères objectifs, ce qui peut conduire à une certaine hétérogénéité.

### Vers le bac

Les transformations familiales sont souvent présentées comme une remise en cause du rôle de la famille; certains parlent même de crise de la famille. La montée des divorces ou la baisse des mariages seraient les signes d'un recul du cadre familial en tant qu'agent de socialisation et d'intégration. L'analyse n'est pourtant pas si simple; de nombreux sociologues insistent sur la persistance du poids de la famille dans l'intégration des individus même si celle-ci a subi des évolutions. Il est donc utile de rappeler les rôles spécifiques de la famille dans le processus d'intégration sociale pour ensuite en analyser les transformations.

#### **1- La famille: un rôle spécifique dans l'intégration sociale**

a) La socialisation familiale: fondement de l'intégration au groupe

L'appartenance au groupe et ses traductions comportementales (doc3)

#### **2- Les mutations profondes de cette fonction de la famille**

Une certaine désinstitutionalisation de la famille (doc1)

L'individualisme au cœur de la famille (doc2)

La famille reste le premier groupe d'appartenance de l'individu mais son rôle est aujourd'hui davantage fondé sur l'affectif et la sphère privée que sur la socialisation de l'individu à la sphère collective.

## Question 22

### Vers le bac

La sociabilité désigne l'ensemble des relations qu'un individu entretient avec d'autres. Ces relations varient en fonction de l'âge des individus mais aussi en fonction d'autres facteurs.

#### 1- La sociabilité varie en fonction du cycle de vie

- On peut simplifier le cycle d'une personne en trois périodes, ou "trois âges" (jeune, adulte, vieux), pour souligner une progression puis un déclin de la sociabilité avec le vieillissement des individus (documents 1 et 2).
- De même les formes et la nature des liens évoluent en même temps que le nombre des contacts (documents 1 et 2).

#### 2- Mais l'âge n'est pas un critère isolé et unique de sociabilité

- La sociabilité varie avec l'âge mais des différences apparaissent selon le sexe (document 1). Les "liaisons numériques" offrent une nouvelle forme de sociabilité davantage fondée sur des critères géographiques que sur l'âge (document 4)
- Ainsi, d'autres facteurs influencent les pratiques de sociabilité, notamment les lieux de résidence ou le statut professionnel (mesuré par la catégorie socioprofessionnelle).

## Question 23

### Exercice 1

|                                     | famille                          | entreprise       | amis                     | école                    |
|-------------------------------------|----------------------------------|------------------|--------------------------|--------------------------|
| Quels types de sanctions positives? | récompenses, cadeaux             | prime, promotion | paroles de félicitations | tableau d'honneur        |
| Quels types de sanctions négatives? | privation de sortie, réprimandes | licenciement     | exclusion, moquerie      | exclusion, avertissement |

### Exercice 2

L'ensemble de ces consignes renvoie à des valeurs de respect d'autrui et en particulier de respect de la vie privée.

Elles sont évidemment inégalement perçues selon les groupes sociaux. Les jeunes y seront moins sensibles par exemple.

### Vers le bac

Le développement des NTIC est l'une des sources de gains d'efficacité dans l'entreprise: l'information circule plus vite et les procédures sont simplifiées. Elles ont aussi favorisé des

transformations de l'organisation du travail en particulier l'autonomie des salariés. En même temps, on peut s'interroger sur l'impact en termes de contrôle social de la généralisation d'outil d'informations à la fois internes et externes à l'entreprise. Les NTIC ne sont-elles pas un moyen moderne de masquer un contrôle social intense ? Les NTIC semblent donc constituer un mode de contrôle interne très présent au sein de l'entreprise (1) mais il n'est pas le seul (2).

### 1- Les NTIC: un outil du contrôle social à l'intérieur de l'entreprise

a) L'ordinateur ou la surveillance en temps réel et à distance (doc3)

Des formes atténuées de contrôle sur le travail (doc 3)

### 2- D'autres modalités

a) Le contrôle des pairs et l'organisation de l'espace (doc 1)

L'accès à l'information privée: les risques d'internet (doc 2)

Les NTIC semblent donc fonctionner tant à l'intérieur de l'entreprise qu' à l'extérieur comme un contrôle social qui ne dit pas son nom. Des bureaux en « open space » aux ordinateurs individuels, il est clair que le fonctionnement de l'entreprise s'est transformé mais le contrôle social demeure.

## Question 24

### Exercice 1

N'est déviant qu'un acte qui a été étiqueté comme tel par les membres d'un groupe et ce, que cet acte ait été réellement commis ou non.

La déviance dépend d'interactions sociales car celles-ci établissent les normes à respecter et donc définissent les actes qui les transgressent. De plus, si la transgression n'est pas repérée, il n'y a pas d'étiquetage de l'acte donc pas de déviance reconnue par les acteurs.

### Exercice 2

Les fumeurs n'étaient pas considérés comme des déviants avant le 19<sup>ème</sup> siècle car le tabac était un produit dont on vantait les vertus. Fumer était une norme.

Les médecins et les associations anti-tabac sont les entrepreneurs de morale en la matière.

Différents moyens ont été utilisés pour changer les normes en la matière : la diffusion d'études scientifiques et médicales, des campagnes de prévention mises en œuvre par les pouvoirs publics, de nouvelles réglementations (loi Evin par exemple)

Le titre du document est une référence au film : Le pari.

Toute représentation du tabac est mal vue car elle pourrait inciter les individus à fumer. Par conséquent, Lucky Luke est devenu non fumeur pour montrer l'exemple à ses lecteurs, notamment aux plus jeunes.

### Vers le bac

Les hommes politiques mettent souvent en débat les origines de la délinquance des mineurs. La délinquance n'est qu'une forme de déviance qui correspond à la transgression de la loi alors que la déviance englobe plus largement la transgression à toute forme de normes sociales qu'elles soient juridiques ou non. La déviance peut être considérée à la fois comme le produit des interactions entre individus et comme le produit du fonctionnement de la société.

#### • La déviance : produit d'interactions sociales

La déviance étant la transgression des normes sociales, celles-ci dépendent des situations sociales et des groupes en présence puisque les normes sociales varient en fonction de l'époque et du groupe. (exemple : l'acceptation de l'homosexualité selon le groupe dans lequel on se trouve- doc 1)

Pour qu'il y ait déviance, il faut l'existence d'entrepreneurs de morale qui aient intérêt à démasquer les actes déviants et à les faire sanctionner. Ces derniers peuvent aussi favoriser

## Question 24 : Quels sont les processus qui conduisent à la déviance ?

### Exercice 3

|  | Vrai | Faux | Ne sais pas |
|--|------|------|-------------|
| La loi est une norme sociale   | X    |      |             |
| Dans tous les milieux sociaux, la consommation abusive d'alcool est considérée comme une déviance  |      | X    |             |
| La déviance résulte d'un processus d'étiquetage  | X    |      |             |
| Un individu conforme est un individu qui obéit à la norme tout en étant perçu comme déviant  |      | X    |             |
| Un individu secrètement déviant est un individu qui transgresse les normes et qui n'est pas perçu comme déviant                                    | X    |      |             |
| La délinquance est une des formes de la déviance   | X    |      |             |
| Le mécanisme de la prophétie auto réalisatrice consiste à traiter une personne déviante sous un rapport comme si elle était sous tous les rapports | X    |      |             |
| D'après Merton, l'innovateur est celui qui fuit les objectifs valorisés par la société   |      | X    |             |
| Toujours d'après Merton, le rebelle est celui qui cherche à introduire à la fois de nouveaux buts ainsi que des moyens pour y parvenir             | X    |      |             |
| La déviance secondaire est l'acte de transgresser une norme  |      | X    |             |

## Question 25

### Exercice 1

Il peut s'agir de dégradations d'infrastructures collectives, de fraudes fiscales etc.

Les statistiques policières laissent de côté toutes les infractions qui ne sont pas déclarées et celles qui sont déclarées mais considérées comme mineures par les services de police (main courante).

### Exercice 2

| infraction                                       | crime ou délit | contravention |
|--|----------------|---------------|
| vol  | x              |               |
| insulte à la voisine                             |                | x             |
| insulte à un magistrat                           | x              |               |
| dépassement de la vitesse autorisée sur la route |                | x             |

Non, certains sont aggravés du fait du statut de la victime (policier, professeur etc.)

Cette phrase fait référence au chiffre noir de la délinquance. Les enquêtes de victimation permettent de cerner une partie des agressions qui ne font pas l'objet de plaintes et donc d'enregistrement par les statistiques policières. Les résultats des enquêtes sont donc plus élevés que les statistiques officielles.

### Exercice 3

C'est la part de la délinquance qui n'est pas mesurée officiellement.

Plusieurs raisons: tout le monde ne dépose pas une plainte à la suite d'acte délinquant; beaucoup de victimes considèrent que le dépôt de plainte n'aura aucun effet et est donc inutile.

### Vers le bac

Selon les données officielles fournies par le Ministère de l'intérieur, Le nombre de vols a diminué ces dernières années alors que les agressions aux personnes augmentaient. Pourquoi publier de telles données ? Que nous disent-elles de la société dans laquelle nous vivons ? Ces chiffres sont-ils fiables ? La question de la mesure de la délinquance soulève donc beaucoup d'interrogations légitimes. Si la définition des actes délinquants ne va pas

de soi (1), il n'en reste pas moins que mesurer la délinquance est un exercice nécessaire à la bonne connaissance des rapports sociaux (2).

### **1- Définir la délinquance: une certaine relativité**

a) Un cadre juridique qui évolue (doc 2)

Des perceptions sociales variables (doc 7)

### **2- Une évaluation qui fait débat**

Des chiffres officiels critiquables (doc 6)

Des enquêtes complémentaires: une meilleure perception du chiffre noir

Mesurer le niveau de délinquance est donc à la fois difficile et nécessaire à la connaissance de notre société. Mais, la moindre information dans ce domaine doit donner lieu à des analyses prudentes. Entre la délinquance connue et celle qui est vécue, on sait qu'il existe un fossé qu'il est difficile de mesurer réellement.

## Question 28

### Exercice 1

Le quotient électoral est égal à :  $(220\ 000 + 93\ 000 + 66\ 000 + 21\ 000) / 8 = 50\ 000$

Dans le cadre de l'utilisation du scrutin à la représentation proportionnelle au plus fort reste, la répartition des sièges sera la suivante : 4 sièges pour la liste A, 2 sièges pour la liste B, 1 siège pour la liste C et 1 siège pour la liste D.

Dans le cadre de l'utilisation du scrutin à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, la répartition des sièges sera la suivante : 5 sièges pour la liste A, 2 sièges pour la liste B, et 1 siège pour la liste C, la liste D n'étant pas représentée.

En fonction du mode de scrutin choisi, la répartition des sièges sera différente. Le scrutin à la représentation à la plus forte moyenne tend à privilégier les grandes formations alors que celui au plus fort reste a pour incidence une participation des petits partis au pouvoir.

**Exercice 2**

Les pouvoirs évoqués sont le législatif, l'exécutif et le judiciaire

|  |  |                                |                                |
|--|--|--------------------------------|--------------------------------|
| Confusion des pouvoirs au profit de l'exécutif | Confusion des pouvoirs au profit du législatif | Séparation souple des pouvoirs | Séparation rigide des pouvoirs |
| Régimes mixtes                                 | Régimes d'assemblée                            | Régimes parlementaires         | Régimes présidentiels          |

**Exercice 3**

|  | Vrai | Faux | Ne sais pas |
|--|------|------|-------------|
| Le mouvement de renforcement de l'autonomie locale affecte aujourd'hui l'ensemble des Etats européens                              | X    |      |             |
| Un Etat fédéral a toujours les compétences régaliennes   | X    |      |             |
| Dans la constitution française, le droit de vote est lié à la nationalité, y compris pour les élections municipales et européennes |      | X    |             |
| En France, le référendum n'est possible qu'à l'échelle nationale   |      | X    |             |
| En France, la participation des hommes et des femmes la vie associative est sensiblement la même                                   | X    |      |             |
| Le scrutin majoritaire repose sur un idéal de justice  |      | X    |             |
| En France, le scrutin est devenu réellement universel à la fin du premier conflit mondial  |      | X    |             |
| Les régimes présidentiels reposent généralement sur la séparation des pouvoirs   | X    |      |             |
| La V <sup>ème</sup> République en France est un régime que l'on qualifie de mixte  | X    |      |             |
| L'Italie possède un régime présidentiel  |      | X    |             |

**Vers le bac****Exercice 1**

Question guide n° 1 : Deux modes d'expression existent : le vote et toutes les actions encadrées par la Loi qui permettent au citoyen de s'exprimer

Question guide n° 2 : Plus un citoyen est intégré dans la société plus il aura tendance à voter. De même, plus il percevra les enjeux liés à l'élection, plus il sera incité à voter. En règle générale, les personnes ayant une activité professionnelle ont tendance à voter plus fréquemment que d'autres catégories. Les personnes n'exerçant pas d'activité professionnelle (en excluant ceux qui ont exercé une activité professionnelle avant d'atteindre l'âge de la retraite) votent moins fréquemment.

Question guide n°3 : On peut mesurer les différences relatives à l'abstentionnisme en effectuant des calculs en points de pourcentage.

Question guide n° 4 : Le citoyen est amené à voter lors des élections qui lui permettront de choisir un représentant mais aussi celles où il sera amené à s'exprimer lors d'une question qui lui sera posée : le référendum. Dans certains cas, il peut exercer directement le pouvoir via le vote : c'est le cas de la démocratie directe.

Question guide n° 5 : Dans l'intervalle des élections, le citoyen peut aussi exprimer son opinion. Il peut le faire via les organisations qui le représentent (ex : associations, syndicats, etc.) mais il peut aussi s'exprimer en signant des pétitions, en manifestants, en utilisant tous les moyens démocratiques que lui offre la constitution.

**Exercice 2**

Le Choix n° 3 se révèle le plus cohérent pour traiter le sujet proposé.

## Question 29

### Vers le bac

D'après une enquête de l'IFOP, 45 % des salariés des grandes entreprises considéraient en 2010 que le dialogue social était de bonne qualité dans leur entreprise. Ce ressenti tient certainement à l'existence d'un cadre institutionnel qui permet des formes de dialogue social. Pourtant, les conflits sociaux restent très présents sous des formes diverses. Les différents types de conflits sociaux peuvent-ils être résolus dans le cadre institutionnel prévu à cet égard ? L'ensemble des dispositifs permet-il d'éviter les conflits ou permet-il de les résoudre plus facilement ? Il semble que l'existence d'un cadre juridique permette les négociations dans l'entreprise (1) mais rencontre certaines limites (2).

#### 1- Un cadre juridique favorable à la régulation des conflits ...

- a) Des instances de représentation se salariés
- b) Des négociations diverses: conventions collectives et accords d'entreprise (doc 2)

#### 2- ... qui ne suffit pas à lui seul

- a) Les conflits individuels en dehors de cette régulation
- b) Conflits et négociation restent liés : un paradoxe ? (doc 3)

Le conflit social peut apparaître comme un échec face à la multiplication d'instances de discussion et de négociation dans l'entreprise. Il peut aussi s'analyser comme un moment inévitable de la vie d'une collectivité dans laquelle les différents acteurs n'ont pas les mêmes intérêts. Il est donc nécessaire de réguler les conflits dans l'entreprise en contraignant les partenaires sociaux à se rencontrer mais cela ne peut faire disparaître la conflictualité.

## Question 30

### Vers le bac

L'entreprise n'est pas simplement un acteur économique animé de calculs et de rationalité. C'est aussi un acteur social, un espace de relations humaines inséré dans un environnement humain. Comment l'entreprise doit-elle prendre en compte cet environnement ? Le fait-elle suffisamment et, dans le cas contraire, faut-il l'y contraindre ? Il semble indispensable que l'entreprise moderne prenne davantage en compte ses parties prenantes c'est-à-dire tous les agents qui lui sont liés de façon plus ou moins directe mais aussi ceux qui subissent ses décisions. Cette prise de conscience passe par des modes de gouvernance repensés (1) et par une priorité à la responsabilité sociale de l'entreprise (2).

#### 1- Des modes d'organisation et de décision plus démocratiques

- a) Diversifier les décideurs et changer la gouvernance (doc 3, 4)
- b) Des structures qui favorisent cette dimension: l'économie sociale (doc 2)

#### 2- Une affirmation de la RSE

- a) Intégrer la question du développement durable
- b) Intégrer les problématiques de droits de l'homme (doc 1)

Ce sont donc à la fois les modes de gouvernance interne et externe à l'entreprise qui doivent être repensés de façon à ce que l'ensemble des parties prenantes soit intégré aux choix, aux stratégies de l'entreprise. La simple prise en compte des intérêts des actionnaires ne peut permettre à l'entreprise de jouer son rôle dans la société. Quel acteur l'entreprise veut-elle être ? Voilà à quoi se résume la question.

## Question 31

### Exercice 1

La **protection sociale** désigne tous les mécanismes de prévoyance collective, permettant aux individus de faire face aux conséquences financières des "risques sociaux" (vieillesse, maladie, invalidité, chômage, maternité, charges de famille, etc.). La **Sécurité sociale** est un de ces mécanismes. En France, elle est basée sur une logique d'assurance sociale.

### Exercice 2

|                                     |  |
|-------------------------------------|--|
| <b>Les différentes couvertures</b>  |  |
| <b>La couverture de base</b>        | La caisse primaire d'assurance maladie |
| <b>La couverture complémentaire</b> | Le fonds de pension des fonctionnaires |
| <b>L'aide sociale</b>               | Le Revenu de Solidarité Active (RSA)   |

### Exercice 3

Les régimes obligatoires de la Sécurité sociale ne prennent pas en charge tous les dépenses sociales. Ainsi, des personnes peuvent avoir ont recours à des systèmes d'assurances supplémentaires (ou complémentaires) proposés par des mutuelles, des compagnies d'assurances ou des institutions de prévoyance pour mieux se couvrir contre les risques sociaux.

Cette meilleure couverture sociale varie selon la capacité contributive (ou revenus) des individus.

### Exercice 4

Les départements ont des compétences sociales et sanitaires. Notamment en matière d'aide sociale à l'enfance (gestion des dossiers d'adoption, soutien aux familles en difficultés financières), d'aide aux personnes handicapées, d'aide aux personnes âgées (création et gestion de maisons de retraite, l'allocation personnalisée d'autonomie) et d'insertion sociale et professionnelle (Revenu de Solidarité Active - RSA).

Les communes ont des compétences sociales liées à la gestion des garderies et des crèches, l'entretien des foyers de personnes âgées ou l'offre de logement social.

### Exercice 5

Les principales ressources de la protection sociale sont :

- les cotisations sociales qui sont des versements obligatoires effectués par les non-salariés, les employeurs et leurs salariés pour acquérir des droits à des prestations sociales ou couverture de base ;
- les cotisations volontaires qui financent les couvertures complémentaires ;
- les impôts et taxes affectés qui sont des ressources fiscales affectées au financement des prestations sociales comme la Contribution Sociale Généralisée (CSG) ;
- les contributions publiques de l'État qui financent des dépenses de solidarité ou aide sociale (RSA).

**Vers le bac****Exercice 1**

| Principes proposés par Martin Hirsh                          | Critiques possibles des politiques sociales  |
|--|--|
| Simplifier les dispositifs                                   | Les aides sociales forment un dispositif trop compliqué  |
| Garantir des revenus du travail incitatifs                   | Les politiques sociales sont peu efficaces quand les conditions sur le marché du travail ne permettent pas de sortir de la pauvreté        |
| Une conception plus réaliste de la notion d'employabilité    | Il n'y a pas de personne "inemployable" mais des situations différentes dans l'emploi  |
| Une logique de contrats aidants                              | L'aide à l'emploi ne peut se limiter à une subvention versée. Elle doit aussi être un accompagnement des individus.                        |
| Universalité effective                                       | L'accès au service public de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle n'est pas toujours possible à tous                |
| Une priorité à l'accès à la mobilité et à la garde d'enfants | Les politiques sociales négligent souvent la situation géographique (enclavement) et familiale des personnes                               |
| Large place à l'initiative locale                            | La centralisation s'adapte peu aux cas particuliers et la forte décentralisation remet en cause un traitement égalitaire sur le territoire |
| Clarifier la notion de droits et devoirs                     | Le respect des obligations n'est pas toujours évident pour certains publics en insertion   |
| S'engager dans la durée                                      | Les politiques sociales doivent prendre en compte des parcours   |
| Évaluation et expérimentation sur une grande échelle         | Les expériences favorables doivent être généralisées   |

**Exercice 2**

L'amélioration de l'accès à la mobilité et de la garde d'enfants engage à la fois l'Etat, les collectivités territoriales mais aussi les entreprises (remboursement des frais de transport, garderie d'entreprises), des associations et les familles (meilleur partage des tâches au sein du couple, solidarité intergénérationnelle). La solidarité sociale doit mobiliser une multitude d'acteurs.

**Question 32****Vers le bac**

L'obésité n'est pas un phénomène homogène. Il existe de nombreuses formes d'obésité et de nombreuses causes (document 3).

L'obésité ne devient pas, du simple fait de son existence, un sujet qui intéresse les pouvoirs publics. Pour acquérir le statut de "préoccupation politique", et donc de devenir une priorité dans le calendrier d'action des gouvernements, elle doit s'inscrire dans l'agenda politique des pays concernés (document 1).

Néanmoins, pour légitimer l'utilisation des ressources publiques en faveur d'une cause, il est nécessaire de dramatiser le problème à traiter. Cette dramatisation, qui donne une visibilité à un phénomène social. Ainsi, les pouvoirs publics européens définissent l'obésité comme "un facteur de risque" pour de nombreuses maladies et insistent sur le nombre d'enfants en surpoids pour inciter les gouvernements de l'Union à s'engager dans la lutte contre l'obésité (document 2).